



*Études générales de l'Histoire du monde,
depuis la sortie de la Nature effectuée par l'humanité,
jusqu'à son retour en son sein, sous la forme sociale,
par le Communisme.*

Le PCF : du thorézisme au boccarisme (1959-1966)

Le Parti de l'aristocratie ouvrière

Le Parti Communiste Français vient d'affronter trois chocs : les couches intellectuelles s'éloignent en raison des événements hongrois en 1956, la jeunesse contestataire ne le prend plus au sérieux en raison de ses positions concernant la guerre d'Algérie, l'échec est complet dans la tentative d'opposition à la mise en place de la V^e République. On a alors un paradoxe historique : cela ne change strictement rien pour le Parti Communiste Français. Cela semble totalement absurde, surtout qu'il faut rajouter la débâcle des élections législatives de novembre 1958 : le Parti Communiste Français obtient 3,8 millions de voix, contre 5,5 millions deux années plus tôt. Qui plus est, les élections sont ainsi faites qu'il n'obtient également que 1,8 % des députés. Le Parti Communiste Français est donc totalement mis hors-jeu ; cependant, rien n'y fait, il reste fondamentalement stable.

Il force même son entrée dans le jeu électoral, en présentant le sénateur Georges Marrane pour la

présidentielle de décembre 1958, où ce sont pourtant les « grands électeurs » qui votent : les parlementaires, les conseillers généraux, les représentants des conseils municipaux. Il n'y avait donc aucune chance de succès, mais on l'aura compris, le Parti Communiste Français est prêt à tout pour exister. Que signifie cependant une telle existence ? Que veut-il et que peut-il ? Il y a 350 000 membres en 1956, il y en a 407 000 membres en 1961. Ce ne sont toutefois pas des chiffres qui ont un sens, car il y a un décalage réel entre les membres actifs dans des cellules et les simples encartés. Il faut à peu près diviser par deux.

Mais le problème réel n'est pas là ; il se passe, en effet, un phénomène qui va être désormais systématique et qui consiste en le lessivage. Chaque année, 30 000 membres quittent le Parti Communiste Français, et à peu près autant le rejoignent. Cela veut dire que tous les six ans, la majorité des membres ont récemment adhéré, donnant une physionomie nouvelle sur le plan des mentalités. C'est la conséquence directe de l'incapacité du

Parti Communiste Français, depuis 1945, à disposer de leviers réels dans les masses. Les trois « chocs » récents ont d'ailleurs renforcé cette situation. Une vingtaine de publications a dû être arrêtée ; *l'Humanité* ne tire qu'à environ de 200 000 exemplaires.

Il y a toutefois le maintien de cinq quotidiens régionaux, qui sont encore largement diffusés, sans doute à la hauteur de *l'Humanité* : *La Marseillaise* pour la région de Marseille, *Le Petit Varois* pour celle de Toulon, *Le Patriote* pour celle de Nice, *L'Écho du Centre* pour celle de Limoges, *Liberté* pour le Nord et le Pas-de-Calais. Il y a également la revue *La Terre*, qui est diffusée à 150 000 exemplaires. Reste qu'on est là dans des publications de nature « frontiste » qui suivent les masses, sans avoir de prise réelle sur leurs activités.

Il en va de même pour la CGT, qui est en fait le vrai lieu opératoire du Parti Communiste Français. Il y a un effondrement numérique du côté de la quantité, et pareillement du côté du nombre de syndicats du côté de la qualité.

	adhérents	syndicats
1945	3 952 400	12 294
1948	4 428 022	12 869
1951	3 615 440	10 740
1953	3 076 211	9 991
1955	1 950 000	7 154
1957	1 238 498	6 045
1959	1 508 117	6 336

C'est évidemment strictement parallèle à celui des initiatives échouées du Parti Communiste Français. Mais, en même temps, c'est là où on comprend que pour les gens, le Parti Communiste Français est un parti syndicaliste, le bras politique de la CGT. C'est qu'il y a toute une

aristocratie ouvrière qui existe, soucieuse de profiter au maximum du développement du capitalisme, dans le prolongement de ce qui a été mis en place comme mentalité en 1945. Les discours sur le socialisme ne sont que le masque d'une logique d'installation ouvrière dans l'appareil d'État et l'économie. Le Parti Communiste Français est le vecteur pour l'établissement des ouvriers dans les panoramas économiques, sociaux, syndicaux, politiques. Le Parti Communiste Français a lui-même procédé à des enquêtes sur la nature sociale de ses membres, en 1954, en 1959 et en 1967. La première fois, ce fut sur 150 000 personnes, la deuxième fois sur 100 000 personnes, la troisième fois sur 260 000 personnes.

On s'aperçoit alors d'une continuité, constatée partout d'ailleurs. La majorité des membres a plus de 40 ans ; la part des ouvriers est de 40 %. Et ces ouvriers, si nombreux, gravitent autour d'un noyau organisé de gens rémunérés pour agir en leur nom et en leur faveur. Ils reçoivent leurs salaires en raison de leurs activités dans l'appareil du Parti Communiste Français, en tant qu'élus municipaux, comme représentants dans les différentes instances syndicales institutionnelles (Sécurité sociale, Office HLM, comités d'entreprise, prud'hommes, etc.).

Combien sont ces gens qui, matériellement, ont directement besoin de l'existence du Parti Communiste Français pour leurs salaires ? Sans doute entre 20 000 et 50 000, ce qui est un nombre significatif, suffisant pour faire poids, pour produire un esprit bureaucratique en l'absence de toute idéologie et de culture insurrectionnelle. Le Parti Communiste est tout à fait ancré dans la classe ouvrière : cette formulation est erronée. Il faut dire que la classe ouvrière s'appuie fortement sur un syndicat, la CGT, qui elle-même dispose d'un bras politique. La nécessité de gagner des « acquis » produit l'idéologie du « socialisme », mais en même temps empêche dans les faits toute réalisation réelle sur le terrain de la lutte de classe :

c'est là que naît le verrou « républicain ». Voilà pourquoi la majorité en quête d'une « unité » électorale ou politique l'emporte toujours sur une minorité sentimentale-identitaire qui a trop pris au sérieux la narration « communiste ».

Le XVe congrès et la mise en place du CERM

Le Parti Communiste Français tient son XVe congrès à Ivry-sur-Seine, en banlieue parisienne, du 24 au 28 juin 1959. On le devine, on a encore et toujours l'appel à « l'unité », ici résumé sous le mot d'ordre de « convergence des luttes pour la démocratie ».

« Ainsi le régime présidentiel s'affirme comme le pire ennemi de la paix, de la liberté, le bien-être des masses. L'alliance entre le prolétariat, la paysannerie laborieuse, les intellectuels, la petite bourgeoisie urbaine correspond à une nécessité évidente. L'idée s'impose d'une union de tous les mouvements de ces différentes couches sociales contre la politique des monopoles (...).

Comme on le voit, le pouvoir personnel, malgré son double recours à la menace et à la démagogie, n'est pas parvenu à paralyser la combativité des ouvriers, des paysans, des universitaires, des femmes et des jeunes, des anciens combattants, qui s'ébranlent au fur et à mesure qu'ils découvrent les réalités de la politique gaulliste. Les masses engagent de premières actions. Chacun des mouvements divers poursuit son but propre. Il s'en prend à un aspect particulier de la politique pratiquée par le gouvernement réactionnaire.

Le problème à résoudre, c'est de faire converger tous ces mouvements en un faisceau unique, rassemblant toutes les énergies populaires pour donner le maximum de force à la lutte en faveur du rétablissement et de la rénovation de la démocratie. Il faut avant tout renforcer les rangs de la classe ouvrière, assurer son unité (...). Pour donner une plate-forme concrète à l'alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les intellectuels, les classes moyennes des villes, à l'alliance du Parti Communiste et des autres partis démocratiques, il importe d'élaborer un programme de rénovation des institutions républicaines et de la vie nationale. C'est à quoi s'est efforcé le Parti Communiste en soumettant son projet à la discussion. »

Le congrès procède également à la mise en place d'un *Centre d'études et de recherches marxistes* (CERM), ce qui dans les faits se réalisera en février 1960. Ce centre intellectuel va publier, à

partir de 1961, des études marxistes revendiquées à caractère personnel, comme contributions à la discussion dans différents domaines (économie, histoire, littérature, etc.). Maurice Thorez, dans le *Rapport d'activité du Comité Central* au congrès, présente le CERM et sa nécessité comme suit :

« Les attaques lancées contre le marxisme, par ses ennemis déclarés comme par les faux amis qui prétendent le « vivifier » et le « compléter », sont incapables d'arrêter ses progrès à la fois dans les masses laborieuses et dans les milieux intellectuels. La puissance du marxisme tient à sa vérité, à sa capacité de refléter exactement la réalité objective, au fait qu'il sert le progrès, ce qui grandit et ce qui se développe dans la société.

Les marxistes marchent en tête des forces en lutte contre l'obscurantisme, des partisans de la raison, des défenseurs de la noble tradition des Lumières dont s'honore notre pays. C'est pourquoi, jusque dans les cercles intellectuels assez éloignés de nous, l'audience du Parti s'élargit. Jamais on n'a témoigné autant d'intérêt pour les travaux des communistes. Les savants communistes ont continué à défendre et à faire progresser la conception la plus scientifique du monde, celle du matérialisme dialectique et historique, tout en renforçant le travail en commun avec d'autres savants contre l'effort désespéré des idéologues réactionnaires, contre les théories qui prêchent l'impuissance de la science.

En physique notamment, l'élan de la pensée marxiste se manifeste avec vigueur. Nous avons célébré il y a quelques jours le jubilé de notre camarade Wallon, dont les travaux sur la psychologie et la pédagogie ont à juste titre une immense autorité. Le besoin nettement ressenti d'études et de confrontations théorique à la lumière du marxisme conduit à créer dans le Parti même les conditions d'une activité de recherche plus intense. Cette activité, nourrie par l'analyse et l'assimilation critique de tout ce qui est valable dans les travaux des spécialistes, y compris les non-communistes, préparera la réfutation convaincante des idées hostiles au matérialisme dialectique. Dans le passé, le Comité central a favorisé la formation de Groupes de travail théorique pour chaque branche de la connaissance : histoire, philosophie, psychologie, sciences de la terre, etc. Ces Groupes ont déployé une activité appréciable, mais ils n'ont pas englobé le plus grand nombre de nos spécialistes. Aujourd'hui, un nouvel effort doit être entrepris pour faire une plus large place, donner un cadre plus étendu au travail de recherche et pour gagner de nouveaux intellectuels à la cause des idées avancées, de la démocratie et du socialisme. C'est pourquoi nous avons décidé de créer, et d'installer auprès de la Bibliothèque du Comité central, un Centre d'études et de recherches marxistes, auquel seront fournies les ressources

nécessaires. Nous sommes certains que cette initiative renforcera les positions du marxisme et ses moyens d'intervenir dans la vie intellectuelle, dans le combat des idées si important aujourd'hui. Nous sommes certains que parmi les savants, les chercheurs, les philosophes, de nouvelles forces trouveront le chemin du Parti. »

Voici le contenu des cinquante premiers numéros, ce qui nous amène en 1967 ; il y aura encore 115 autres cahiers jusqu'à leur arrêt en 1979. On remarquera que, jusqu'au bout, leur caractère est très minimaliste : le texte est tapé à la machine, puis ronéoté. Ce n'est pas publié sous la forme d'un livre, afin de ne pas lui accorder de reconnaissance officielle : on est dans la logique d'une étude en laboratoire. Inversement, cela signifie que les auteurs ont une marge de manœuvre relativement grande pour donner leurs propres avis.

N°1-Psychanalyse et psychothérapie
N°2-Théorie des niveaux et dialectique de la nature

N°3-Le rôle économique du budget de l'État

N°4-La morale selon Kant et selon Marx

N°5-Le problème hégélien

N°6-Thomas Mann et les « Buddenbrooks »

N°7-Un marxiste peut-il comprendre Pascal ?

N°8-Aspects scientifiques de la physiologie pavlovienne appliquée à l'obstétrique

N°9-Le socialisme utopique de Saint-Simon et Fourier - Le socialisme petit-bourgeois de Proudhon

N°10-Note sur la grâce dans la théologie de Luther

N°11-Le destin des classes sociales en URSS

N°12-Les couches sociales moyennes en France au temps du capitaliste monopoliste d'État

N°13-Remarques sur les objectifs et les méthodes du national-socialisme

N°14-Diderot et « Le neveu de Rameau » : Essai d'explication

N°15-La philosophie d'Eschyle

N°16-Jean-Jacques Rousseau, la solitude et l'histoire

N°17-Les classes sociales dans l'agriculture

française

N°18-Le libéralisme classique

N°19-Mercantilisme et physiocratie

N°20-Pourquoi la science condamne-t-elle le racisme ?

N°21-22-La notion de « mode de production asiatique » et les schémas marxistes d'évolution des sociétés

N°23-Néo-libéralisme, dirigisme et planisme

N°24-Interventionnisme et nationalisme économique

N°25-La fatigue industrielle

N°26-Essai sur la signification sociale et historique des hégémonies peuples (XVIIe-XIXe siècles)

N°27-Personnalisation et luttes de classes

N°28-La question de l'orthographe

N°29-Sexualité et féminité

N°30-Science et production (1) : Recueil de traductions

N°31-Les principaux courants contemporains

N°32-Le néo-capitalisme

N°33-Du temps physique au temps romanesque

N°34-La biologie moderne, créatrice de perspectives nouvelles en médecine

N°35-Le travail de la femme est-il un progrès ? : Est-il nuisible à l'enfant ?

N°36-Christianisme primitif et monde moderne

N°37-Mariage et communauté rurale : exemple corse

N°38-Le socialisme scientifique : la pénétration du marxisme en France

N°39-Science et production (2) : Recueil de traductions

N°40-Aragon, poète d'Elsa

N°41-Mouvements de libération nationale, néo-colonialisme, développement (1) : Les mouvements de libération nationale

N°42-Essor scientifique et technique et obstacles sociaux à la fin de l'Antiquité

N°43-Activité physique, éducation et sciences humaines

N°44-Mouvements de libération nationale, néo-colonialisme, développement (2) : Mouvement

national et problèmes de classes à Madagascar
 N°45-Sexualité et féminité
 N°46-Mariage et communauté rurale : Exemple corse : Deuxième partie : Les fonctions du mariage
 N°47-Science et production
 N°48-Remarques sur le temps de l'homme selon Heidegger et Husserl
 N°49-Qu'est qu'enseigner le français ? : Contribution à la recherche d'une doctrine pédagogique pour le second degré
 N°50-Recherches sur l'histoire économique et sociale de la France

Tout cela est assez éclectique et correspond très précisément, du point de vue du Parti Communiste Français, à l'idée d'une ouverture envers les intellectuels. Et pourtant, ou justement, cela va immédiatement poser problème.

Le CERM aux prises avec la ligne sentimentale-identitaire

La mise en place du *Centre d'études et de recherches marxistes* (CERM) décidée par le XVe congrès devait relever d'un esprit ouvert d'échanges, à l'écart ; en pratique, cela va être un lieu de polarisation immédiate, au sein du Parti Communiste Français. C'est que son dirigeant, Roger Garaudy, va lui faire prendre une direction aux contours parfaitement définis, qui va se heurter à la tradition sentimentale-identitaire qui existe dans le Parti Communiste Français. Roger Garaudy développe une approche qui est celle d'un marxisme qui se voudrait humaniste et donc tourné vers l'ouverture ; autrement dit, il applique la ligne de deux devient un et pousse jusqu'au bout la démarche républicaine de Maurice Thorez, qui d'ailleurs lui apporte son soutien total.

Le Parti Communiste Français doit, dans cette logique, systématiquement discuter, s'ouvrir à l'extérieur, échanger, accepter des compromis dans un souci d'unité à conquérir, etc. Au sens strict, Roger Garaudy est devenu alors le « philosophe officiel » du Parti Communiste français, ou plus

exactement son vrai idéologue, et pour cette raison, il s'est retrouvé à la tête des *Cahiers du communisme* depuis 1954. Roger Garaudy a d'ailleurs un certain prestige pour être parvenu à faire un doctorat à la Sorbonne avec comme thème « La théorie matérialiste de la connaissance » en s'appuyant sur Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Zedong... Maurice Thorez.

Il est membre du Bureau Politique depuis 1956 ; entre 1945 et 1957, il a publié neuf ouvrages, dont huit aux éditions liées au Parti Communiste Français. Ses ouvrages marquants sont *Humanisme marxiste. Cinq essais polémiques* publié en 1957, *Perspectives de l'homme : Existentialisme, Pensée catholique, Marxisme*, publié en 1961 ainsi que *D'un réalisme sans rivages*, publié en 1963 et dont la préface a été écrite par Louis Aragon. Ce dernier s'y fait mystique :

« Je tiens ce livre pour un évènement. Pour ce qu'il dit, et pour l'homme qui le dit. Pour le moment où il paraît, et comme gage de l'avenir (...). Il ne s'agit pas, précise Aragon, d'une révision du marxisme, mais de sa restitution. »

Et, donc, profitant de l'esprit d'ouverture du CERM, Roger Garaudy organise des « semaines de la pensée marxiste » qui, somme toute, visent plus les socialistes et les chrétiens que les milieux se revendiquant du marxisme. Le CERM avait d'ailleurs participé, en mai 1961, aux « Entretiens de Royaumont », un forum libéral dans le Val-d'Oise, sur le thème « Quel avenir attend l'homme ? ».

La première « semaine de la pensée marxiste » se déroula en décembre 1961, à la Mutualité, avec comme thème « la dialectique dans l'histoire et dans la nature », et rassembla six mille personnes à chaque fois. Tout cela déplut toutefois fondamentalement à toute une scène de jeunes philosophes. On a à leur tête Lucien Sève, agrégé de philosophie en 1949 ; à ses côtés, bien qu'il y ait beaucoup de nuances, il y a Michel Verret, agrégé de philosophie en 1953, Michel Simon, agrégé de philosophie en 1951, Jean-Jacques Goblots, agrégé de Lettres en 1954, Jacques Milhau,

agréé de philosophie en 1954. À part ce dernier, tous sont passés par l'École normale supérieure et, à l'arrière-plan, on a deux figures qui les forment. Tout d'abord, on a Georges Cogniot, qui est au Comité Central depuis 1936 ; c'est quelqu'un de très proche de Maurice Thorez. Ensuite, on a Louis Althusser, agrégé de philosophie en 1948. C'est Louis Althusser qui est le vrai chef de file de ce courant de pensée, dont *La Nouvelle Critique*, la revue destinée aux intellectuels, reflète les positions. L'idée est simple : il s'agit de continuer le matérialisme dialectique comme science, mais en se débarrassant de Staline. Par conséquent, comme l'explique Lucien Sève qui dénonce « l'opportunisme doctrinal » de Roger Garaudy :

« La philosophie marxiste, quant au fond, n'a plus rien à apprendre de la philosophie non marxiste depuis Marx. »

Les divergences sont donc possibles et le « dogmatisme » est rejeté. Toutefois, il ne faut pas qu'il y ait une ouverture et des influences extérieures au marxisme, ou au Parti Communiste Français, comme le veut Roger Garaudy. Cela reflète clairement la ligne sentimentale-identitaire, par opposition à la ligne majoritaire, tenante de l'ouverture et de l'unité de Maurice Thorez. On remarquera d'ailleurs qu'aucun de ces universitaires n'abandonnera les positions du Parti Communiste Français, tous le considéreront toujours comme l'alpha et l'oméga politiquement. Le Bureau Politique intervint pour éteindre la polémique, en octobre 1961.

« 1/Le Bureau Politique considère que la discussion qui s'est engagée dans le Comité de rédaction de « La Nouvelle Critique » sur les questions philosophiques a été utile et a atteint un niveau idéologique élevé.

- Elle contribuera à affermir la démarche des philosophes communistes et leur permettra une participation plus active à la bataille idéologique du Parti en même temps qu'elle facilitera leur travail créateur en vue d'enrichir la philosophie marxiste de nouveaux ouvrages.

Pour le cas où les discussions de ce genre à l'avenir auraient lieu, il convient que le Comité de rédaction de la revue fasse participer directement et personnellement les camarades qui peuvent être concernés par la discussion.

2/ Le Bureau Politique considère que le travail des philosophes communistes doit partir des idées essentielles suivantes :

1°) La philosophie marxiste, c'est le matérialisme dialectique et le matérialisme historique - conception du monde dit prolétariat, fondée sur l'étude des lois les plus générales du mouvement dans la nature, l'histoire et la pensée.

C'est la seule philosophie scientifique. Elle a un caractère de classe : elle est la philosophie du prolétariat.

2°) Cette philosophie, immanente à la science et à l'ensemble de la pratique sociale, se développe avec elles. Tout en étant achevé dans ses principes essentiels, le matérialisme est en même temps en continu développement. Le noyau de vérité absolue que la philosophie marxiste comporte du fait même qu'il résulte de tout le développement antérieur des sciences et de la pratique, présente deux caractères indissociablement unis :

a) Il ne peut être remis en cause ;

b) Il peut et il doit être constamment enrichi et développé.

La philosophie est distincte de chaque science particulière mais inséparable de l'ensemble des sciences et de leur développement. Comme pour les sciences, le noyau de vérité absolue qu'elle contient est constamment en voie de croissance organique.

3°) Parmi les philosophes non-marxistes il en est qui :

- en dépit de leurs positions politiques conscientes (petites bourgeoise ou même ouvertement réactionnaires) ;

- en dépit de leurs principes philosophiques de départ, fondamentalement faux (spéculatifs, idéalistes, métaphysiques, religieux) ;

peuvent découvrir des aspects particuliers de la réalité, des vérités partielles, mettant ainsi au jour :

- des problèmes réels, mais mal posés,

- des faits réels, mais mal interprétés,

- des techniques réelles mais mises en oeuvre de façon mystifiée.

4°) Nous devons nous emparer de ces parcelles de vérité, les dégager de leur gangue mystificatrice et les intégrer à la pensée marxiste, en montrant qu'elles ne sont pas solidaires de l'erreur globale de la doctrine dans laquelle elles sont apparues et ne peuvent lui servir de caution.

5°) Cette méthode - qui n'a rien à voir avec une tentative quelconque de conciliation ou de synthèse des principes opposés du matérialisme et de l'idéalisme, de la dialectique et de la métaphysique, de la spéculation et de la pratique scientifique,

a) est un instrument indispensable de notre recherche (après l'assimilation de l'enseignement des classiques du marxisme et la liaison constante avec le progrès des sciences et la lutte de classe) ;

b) permet seule la réfutation convaincante des théories non-marxistes, non scientifiques, en ne leur laissant aucune parcelle de vérité ou de réalité à brandir contre nous ;

c) constitue la meilleure façon d'amener à nous les non marxistes, de les conduire à la vérité complète du marxisme et en les aidant à prendre conscience de la contradiction entre ce reflet du monde réel et leurs principes initiaux erronés.

- En même temps que les confrontations avec les idéologues non marxistes, il faut utiliser les autres formes de la bataille idéologique et, notamment, l'enseignement public du marxisme-léninisme, les conférences, les études et articles dans la presse et les revues, les travaux scientifiques et les ouvrages popularisant la conception du monde des communistes.

- Faire preuve de la plus grande vigilance et fermeté dans la rédaction des études et ouvrages en se gardant de toute tendance à la conciliation avec les idéologies opposées au marxisme, à l'éclectisme ou au dogmatisme.

- C'est également de ces principes que doit s'inspirer toute l'activité du Centre d'Études et de Recherches Marxistes.

- Une réunion du comité de rédaction de « La Nouvelle Critique » avec la participation de tous les camarades intéressés sera organisée, devant laquelle le camarade Waldeck ROCHET fera le bilan de la discussion et en tirera les conclusions.

L'exposé de Waldeck ROCHET sera publié dans « La Nouvelle Critique » et les « Cahiers du Communisme ».

Il y avait là une absence de conclusion fondamentale et, de par la matrice du Parti Communiste Français, rien d'autre ne pouvait ressortir, puisqu'on avait ici une confrontation entre les deux mentalités existantes en son sein.

La mise à l'écart de Marcel Servin et Laurent Casanova

La polémique autour de Roger Garaudy et du Centre d'Études et de Recherches Marxistes concernait directement la question du rapport à l'idéologie, à l'URSS, à la « déstalinisation ». Cependant, le triomphe gaulliste de 1958 avait également donné naissance à des troubles, cette fois à la direction. Deux figures majeures sont ici concernées. Tout d'abord, on a Marcel Servin. Celui-ci a un parcours exemplaire aux côtés de Maurice Thorez ; il en a été le secrétaire particulier à partir de 1945, ainsi que son directeur de cabinet

ministériel. Il rejoint le Comité Central en 1950, le Bureau Politique en 1956, pour devenir secrétaire du comité central en 1959. Laurent Casanova, un peu plus âgé, fut notamment le secrétaire particulier de Maurice Thorez à partir de 1936. Il rejoint le Comité Central en 1945, le Bureau Politique en 1954. Il est chargé du rapport avec les intellectuels, qui le surnomment « le cardinal ». Tous deux sont condamnés lors d'une session du Comité Central, les 13-14-15 janvier 1961. Maurice Thorez parle de « graves divergences qui opposent depuis des années et de façon systématique, toujours ensemble, deux camarades, Laurent Casanova et Marcel Servin, aux autres membres du bureau politique ». Qu'est-ce qui est reproché ? Maurice Thorez parle d'une évaluation erronée de la situation et de la nature du gaullisme.

« Servin a dit qu'il voulait donner une explication de la crise Pinay. Pour nous, la crise Pinay était un aspect de la mainmise plus complète et plus directe des monopoles ; à quoi tentaient et tentent toujours de résister des couches plus faibles du capital non monopoliste, ces petits industriels, ces couches paysannes, ces commerçants, dont précisément Pinay et les indépendants se disent les représentants. Au contraire, Marcel Servin, dans son article, expliquait qu'une partie du grand capital abandonnait la politique gaulliste, dont elle était déçue dans différents domaines (...). En fait, on laissait croire que le gaullisme avait une politique tout à fait différente de ce que pouvait souhaiter au moins une partie importante du grand capital. Le fond est qu'il y avait dans cet article un commencement de révision de l'appréciation du quinzième congrès sur la nature du pouvoir gaulliste (...). Nous [= Maurice Thorez et le Parti Communiste Français] sommes loin des raisonnements erronés d'où ressortait l'idée d'un de Gaulle rejeté par une couche de monopolistes, ou même placé au-dessus des monopoles (pourquoi pas au-dessus des classes ?). Non, de Gaulle ne mène pas une politique nationale, même lorsque nous pouvons utiliser ses prises de position sur tel ou tel aspect des liaisons atlantiques pour pousser la contradiction et pour éclairer les masses. Je voudrais encore relever une affirmation singulière :

« Le phénomène d'une idéologie divergeant de la politique générale du « capitalisme de monopole, idéologie naissant des conditions particulières du capitalisme d'État, menace d'alimenter une contradiction nouvelle au détriment de l'ensemble de l'oligarchie ! ».

Ici, il faut dire que l'erreur est de taille. Comment peut-on séparer le capitalisme d'État des monopoles ? »

Il y a d'autres reproches, concernant les questions d'organisation, mais toutes relèvent en fin de compte de la question du rapport au gaullisme. Marcel Servin et Laurent Casanova considéraient que de Gaulle « décrochait » du capitalisme et des monopoles dans ses décisions ; c'est ici rejeté.

Reste un problème : en quoi consiste ce « capitalisme d'État » qui existerait, comme capitalisme de monopole, dont parle Maurice Thorez ? Ce concept est alors encore balbutiant ; il faudra encore quelques années pour qu'il soit précisé. Mais il consiste à dire que le capitalisme a changé de nature, que les monopoles sont devenus si forts qu'ils s'opposent au reste des capitalistes, et qu'ils ont pris l'État en main. C'est une tendance naturelle au Parti Communiste Français de voir les choses ainsi ; Maurice Thorez a dès les années 1930 dénoncé une « oligarchie » qui dominerait le pays.

C'est ce qui explique la démarche « patriote » de l'idéologie du Parti Communiste Français, idéologie en fait social-chauvine : il y aurait simplement une toute petite minorité qui poserait problème. La question de la bourgeoisie a disparu. Marcel Servin et Laurent Casanova ont, dans ce cadre de pensée, considéré qu'il y avait une contradiction entre de Gaulle et les monopoles, c'est-à-dire entre l'État et les monopoles. Du point de vue de Maurice Thorez, c'est une erreur à corriger et il s'est contenté d'appeler à une rectification. Le mal était cependant profondément ancré, car au-delà du rapport entre l'État et les monopoles, il y a la question du rapport entre les fractions différentes de ces monopoles.

Et là, pour Maurice Thorez, on touche à l'essentiel, car sa ligne est précisément de chercher à identifier la fraction la plus puissante et d'appeler à l'unité la plus large contre elle. Marcel Servin écrivit ainsi en janvier 1960 dans *France Nouvelle* :

« La lutte entre fractions de la grande bourgeoisie n'est nullement une lutte entre les forces orientées vers la démocratie et d'autres qui le seraient vers le fascisme... »

Ce à quoi Maurice Thorez répondit au Comité Central de février 1960, dans une explication publiée dans l'*Humanité* :

« On a dit « quand il y a contradictions dans la bourgeoisie, cela ne signifie pas qu'une fraction de la grande bourgeoisie serait pour une politique réactionnaire et une autre pour une politique démocratique »... Moi je pense que si. »

Voilà pourquoi, au-delà de la question du rapport au gaullisme, ce qui est en jeu c'est la stratégie elle-même. En ce sens, Marcel Servin et Laurent Casanova sont largement fidèles à la ligne sentimentale-identitaire, qui considère que le Parti Communiste Français a une existence à part, indépendante des événements. Maurice Thorez considère, quant à lui, que le Parti Communiste Français est ou peut toujours être le protagoniste de chaque séquence, par une proposition adéquate d'unité.

Telle est la réelle nature du conflit lancé par Maurice Thorez : outre l'aventurisme idéologique de l'interprétation d'un gaullisme qui serait indépendant des monopoles, il y a la question du rapport aux fractions dominantes et la question des alliances. Marcel Servin et Laurent Casanova sont donc exclus du Bureau Politique, sur décision du Comité Central, le 24 février 1961, Marcel Servin cessant naturellement d'être secrétaire du Comité Central. Marcel Servin accepta la sentence et fut renvoyé à la base, conservant quelques responsabilités, notamment comme permanent en Moselle. Laurent Casanova ne dit rien du tout et cessa la politique, tout en restant membre et fidèle au Parti Communiste Français. Ni l'un, ni l'autre n'ont jamais franchement abordé en public la question de leur mise à l'écart. C'est tout à fait révélateur de la mentalité sentimentale-identitaire, qui proteste contre la direction, mais se soumet toujours.

Le XVI^e congrès à l'ombre de « l'affaire Servin-Casanova »

La mise à l'écart de Marcel Servin et de Laurent Casanova a provoqué un certain émoi dans le Parti Communiste Français, car il semblait à tout le monde qu'en fin de compte, leurs erreurs relevaient plus de la divergence d'opinion qu'autre chose. Qui plus est, d'autres figures importantes sont concernées, et non des moindres. On a ainsi Jean Pronteau, directeur depuis 1954 d'une revue nouvellement mise en place : *Économie & Politique*. Il s'agit ni plus ni moins que de la revue officielle du Parti Communiste Français au sujet de l'économie. Jean Pronteau est accusé d'avoir fourni des arguments en faveur de la ligne de Marcel Servin et de Laurent Casanova. Maurice Kriegel-Valrimont, figure de la Résistance qui avait été aux premières loges de la Libération de Paris, fut également condamné, mais relevait quant à lui d'un autre positionnement, celui exigeant une « déstalinisation » plus poussée. Il était, à ce titre, apparemment proche des milieux soviétiques liés à Nikita Khrouchtchev, et on remarquera que ce dernier remit en 1960 le prix Lénine pour la paix à Laurent Casanova. Ce point de vue en faveur d'une « déstalinisation » était également partagé par Serge Depaquit, secrétaire administratif de l'Union des étudiants communistes depuis 1956, par ailleurs insistant sur le soutien au FLN. L'événement important ici fut la manifestation du 27 octobre 1960 contre la guerre d'Algérie organisée par l'UNEF (Union nationale des étudiants de France), en accord avec la FEN (Fédération de l'Éducation nationale). Seul le Parti socialiste unifié, composé de l'union d'une partie significative des forces de la « seconde gauche », soutint l'initiative.

Il faut bien avoir en tête le contexte, extrêmement tendu, et on est chronologiquement très proche du référendum du 8 janvier 1961, qui reconnaît l'autodétermination de l'Algérie par 75 % des voix. Cette question de l'Algérie a beaucoup joué également chez un autre mis de côté, Jean-

Pierre Vigier, un physicien de haut niveau qui fut membre de l'état-major national des FTP, nommé auparavant au Comité Central en 1959 et en étroite relation ensuite avec Cuba et Fidel Castro. Il faut ajouter à ces gens Claudine Chomat, secrétaire générale de l'Union des femmes françaises et membre du Comité Central (et par ailleurs mariée à Laurent Casanova). Tout cela fait beaucoup ; on n'est plus dans la mise d'un côté d'un déviationnisme ouvert et dangereux, mais dans une sorte de mise au pas. Si la base ne se considère pas comme concernée, au niveau des cadres cela indique clairement une bataille de nuances, voire l'affirmation de différences.

L'appel à l'unité lors du XVI^e congrès du Parti Communiste Français, qui se tient à Saint-Denis du 11 au 14 mai 1961, doit donc être pour ce qu'il est : une initiative traditionnelle de la direction, mais qui masque un effritement de l'unanimité qui pouvait primer jusque-là. C'est d'autant plus vrai que la santé de Maurice Thorez commence à périlcliter. Le XVI^e congrès nomme d'ailleurs Waldeck Rochet comme secrétaire général adjoint, le précédent congrès l'ayant auparavant élu au secrétariat du Comité Central.

« ÉCARTER TOUT CE QUI DIVISE NE TENIR COMPTE QUE DE CE QUI UNIT »

Notre Congrès appelle tous les républicains à se rallier à la classe ouvrière pour combattre le régime de l'arbitraire, pour travailler à la restauration et à la rénovation de la démocratie. Beaucoup de ces républicains s'alarment du cours actuel des choses. Leur mécontentement, leur protestation trouvent une expression jusque dans le Parti Socialiste, malgré l'attitude de Guy Mollet, jusque dans le Congrès M.R.P. Même [le quotidien catholique] *La Croix* écrivait dans son éditorial de vendredi soir, à propos des mesures exceptionnelles que le gouvernement prend ou laisse présager contre le peuple : « Nous ne parvenons pas à découvrir à quel endroit de telles dispositions sont prévues dans la Constitution. » La campagne démagogique du pouvoir contre les partis politiques suscite de justes inquiétudes dans des milieux très larges.

À propos de notre Congrès, le *Populaire* [= le quotidien du Parti socialiste SFIO] vient de prendre position contre cette campagne, pour l'existence des partis comme le nôtre, « représentant, dit-il des courants profonds de la vie française, implantés solidement

dans le pays et disposant d'une clientèle importante et de militants dévoués ». Ce journal déclare « ridicule et vain de vouloir nier les partis », qui expriment profondément les aspirations de millions d'individus. Quelles que soient par ailleurs les appréciations du *Populaire* sur notre Parti, quel que soit également notre point de vue sur le Parti Socialiste et sur sa politique — Waldeck Rochet n'en a pas fait mystère — voilà un point sur lequel socialistes et communistes sont d'accord.

Dès lors, pourquoi ne pas nous entendre pour mener l'action sur cette question ? Le front unique n'est rien d'autre que cela : l'action commune autour d'un problème qui fait l'unanimité. Si nous étions du même avis sur toutes les questions, on ne parlerait pas de front unique. L'unité serait faite. Nous parlons de front unique précisément parce qu'il y a des divergences, mais parallèlement à ces divergences, un point de rencontre. Sur ce point, nous proposons donc que l'action se mène d'un commun accord entre le Parti Communiste, la S.F.I.O., le P.S.U. et les autres groupements se réclamant de la démocratie.

Comme le montre la pratique — en particulier, le front unique réalisé à la base — c'est quand on commence à travailler ensemble que beaucoup de préventions, beaucoup de préjugés s'atténuent et disparaissent. Notre Congrès répète avec force la vieille devise des communistes : écarter tout ce qui divise, ne tenir compte que de ce qui unit ! Et cette unité que nous offrons aux partis démocratiques pour le moment présent, pour la période de lutte en faveur de la démocratie, contre le pouvoir personnel, nous entendons également la maintenir avec eux pour l'avenir, pour la période des grandes transformations sociales que l'histoire rend inéluctables. À côté de la contradiction sociale fondamentale, — entre le capital et le travail, — s'aggrave de notre temps l'antagonisme entre la petite poignée des monopolistes et toutes les autres couches de la société.

Notre Congrès appelle toutes les couches sociales victimes des monopoles à faire bloc contre leur domination : classe ouvrière, paysannerie, intellectuels, bourgeoisie petite et moyenne. Ainsi il répond à la question principale de l'heure en ouvrant à la démocratie une perspective réelle, en lui traçant des voies pratiques. »

Charonne, 1962

Le Parti Communiste Français avait complètement raté le début de la séquence que représentait la guerre d'Algérie. Il voulait maintenir sa narration « républicaine » jusqu'au bout et ne surtout pas s'embarquer dans la question de l'indépendantisme. Cependant, le conflit s'envenimait ; le FLN pratiquait le terrorisme contre les civils, alors que la France déportait des

populations et que son armée généralisait la torture. Les tensions se multipliaient d'autant plus que de Gaulle voulait de plus en plus se débarrasser de ce qui apparaissait comme un fardeau. Le Parti Communiste Français se faisait, sur cette question, totalement déborder par l'alliance de la « seconde gauche » et des trotskistes, qui agissaient de concert avec le FLN. L'une de leurs initiatives dans les milieux universitaires parisiens fut la constitution d'un « Front universitaire antifasciste », avec comme dirigeant le trotskiste Alain Krivine, infiltré dans l'Union des étudiants communistes. Or, le soutien unilatéral au FLN de la « seconde gauche » et des trotskistes s'inscrivait dans une spirale de violence. Le 17 octobre 1961, le FLN organisa en sous-main une grande manifestation parisienne à Paris, bravant le couvre-feu.

Il n'est jamais parlé de la symbolique de cette manifestation, hautement provocatrice pour le pouvoir, puisqu'il devait y avoir trois cortèges, un sur l'avenue des Champs-Élysées, un entre République et Opéra, un troisième sur les boulevards Saint-Michel et Saint-Germain. La répression est d'une brutalité généralisée, avec des coups de feu et des matraquages sanglants ; plus de 12 000 personnes sont également amenés dans des cars de police ou des bus de la RATP réquisitionnés à l'ancien hôpital Beaujon, à Vincennes, dans la cour de la préfecture de police, au stade Coubertin et au parc des Expositions. Il y a au moins 40 personnes tuées, peut-être 200 ; de très nombreux cadavres sont récupérés dans la Seine. La censure est généralisée au sujet de cette répression, qui tétanise de fait l'ensemble des forces politiques. Il s'ensuit alors une séquence particulièrement violente, avec la généralisation des attentats organisés par l'OAS, l'organisation nationaliste pro-Algérie française. Celle-ci avait procédé au mitraillage du siège du Parti Communiste Français au début de l'année 1962, blessant grièvement un communiste ; peu après, c'est le

domicile du philosophe Jean-Paul Sartre qui est attaqué à l'explosif.

C'est le contexte qui fit que, finalement, l'Union des étudiants communistes dut finir par s'aligner sur le « Front universitaire antifasciste » et, au-delà, sur la « seconde gauche ». Alors que s'ensuivent une vingtaine d'autres attentats de l'OAS, sans parler des agressions et confrontations physiques avec l'extrême-droite, une réunion syndicale CGT, CFTC, UNEF, SGEN, FEN et SNI organisée en urgence organise alors une manifestation pour le lendemain. Soutiennent l'initiative le Parti Communiste Français et le Mouvement de la paix, ainsi que le Parti socialiste unifié.

« TOUS EN MASSE, ce soir [le 8 février 1962] à 18 h 30, place de la Bastille

Les assassins de l'OAS ont redoublé d'activité. Plusieurs fois dans la journée de mercredi, l'OAS a tenté à la vie de personnalités politiques, syndicales, universitaires, de la presse et des lettres. Des blessés sont à déplorer ; l'écrivain Pozner est dans un état grave. Une fillette de 4 ans est très grièvement atteinte. Il faut en finir avec ces agissements des tueurs Fascistes. Il faut imposer leur mise hors d'état de nuire. Les complicités et l'impunité dont ils bénéficient de la part du pouvoir, malgré les discours et déclarations officielles, encouragent les actes criminels de l'OAS.

Une fois de plus, la preuve est faite que les antifascistes ne peuvent compter que sur leurs forces, sur leur union, sur leur action. Les organisations soussignées appellent les travailleurs et tous les antifascistes de la région parisienne à proclamer leur indignation, leur volonté de faire échec au fascisme et d'imposer la paix en Algérie. »

Ce fut le drame : l'État s'était attendu à une dizaine de milliers de manifestants, voire bien moins, ne mobilisant que 2000 policiers, gendarmes et CRS, et leur ligne était de procéder à une dispersion immédiate. Or, il y eut entre 20 000 et 40 000 manifestants et au niveau des entrées du métro Charonne, la police s'acharne avec une brutalité inouïe contre une foule de gens totalement pris au dépourvu. Le procureur de la République fut obligé de reconnaître que :

« Il convient de faire état ici du fait rapporté par certains témoins, entendus à l'enquête, qui ont indiqué avoir assisté à des actes de violence commis par quelques membres des forces de l'ordre et qui

apparaissent hautement répréhensibles. Il s'agit notamment du jet d'éléments de grilles de fer, qui normalement sont fixées au pourtour des arbres de l'avenue, et de grilles d'aération du métro, qui régulièrement se trouvent au niveau des trottoirs de la chaussée.

Ces pièces métalliques sont très pesantes (40 kg pour les premières, 26 kg pour les secondes). Certains témoins ont déclaré avoir vu des agents lancer des grilles sur les manifestants à l'intérieur de la bouche de métro. Ce fait paraît établi, et il est constant que trois de ces grilles au moins ont été retrouvées après la manifestation au bas des escaliers de la bouche de métro et récupérées là par des employés de la station. »

Il y aura huit morts, étouffés ou tués par des coups sur la tête ; une neuvième personne décédera ensuite de ses blessures. Toutes les victimes étaient syndiquées à la CGT et, à part une, membres du Parti communiste Français. À cela s'ajoutent 250 blessés. L'émotion est intense ; le 13 février 1962, 500 000 personnes participent à une manifestation de protestation allant de la place de la République au cimetière du Père-Lachaise. Pour autant, il n'y a pas de transformation ni au sein du Parti Communiste Français, ni dans ses rapports avec l'extérieur. La mise hors-jeu reste ce qu'elle est et l'absence de perspective politique tout aussi nette.

Maurice Thorez et Roger Garaudy sur Staline

Le 14 juin 1962 se tient une « assemblée de philosophes communistes », en présence de Maurice Thorez, qui l'introduit. C'est Roger Garaudy qui se charge de fournir le rapport intitulé « Les tâches des philosophes communistes et la critique des erreurs philosophiques de Staline ».

« À notre époque, celle du passage du capitalisme au communisme, pour les philosophes communistes, c'est-à-dire pour ceux qui veulent, dans ce monde en pleine métamorphose, participer à la grande entreprise de transformation de ce monde sous la direction de la classe ouvrière et de son Parti communiste, les conditions existent pour un véritable renouveau de la recherche philosophique. D'abord parce que la construction du communisme en U.R.S.S. ouvre à l'humanité tout entière des perspectives inédites rendant nécessaire un effort créateur sans précédent sur le plan idéologique. Ensuite parce que le changement

du rapport des forces, les succès du camp socialiste et des mouvements de libération nationale, et le désarroi du monde capitaliste et de ses maîtres à penser, nous posent de nouvelles exigences et nous donnent des possibilités nouvelles qui modifient notre style de travail.

Enfin parce que les XX^e et XXII^e Congrès du P.C.U.S., de même que nos XIV^e, XV^e et XVI^e Congrès, en mettant fin au culte de la personnalité de Staline dans tous les domaines, le dogmatisme et la scolastique ont reçu des coups décisifs, ce qui permet de faire un barrage plus efficace aux entreprises de l'ennemi de classe et à l'opportunisme (...). Depuis un quart de siècle, notre travail philosophique se fonde sur une sorte de charte fondamentale : l'exposé célèbre du Matérialisme dialectique et historique par Staline, complété en 1947 par les interventions de Jdanov sur la philosophie. Ce serait évidemment une erreur de rejeter en bloc un tel héritage. Staline, en dépit des fautes commises, a apporté une grande contribution au mouvement, y compris sur le plan théorique. La plupart des vieux membres du Parti ont appris le communisme dans la riche et forte synthèse des principes fondamentaux que fit Staline dans ses Questions du Léninisme, dont l'essentiel demeure valable. Et même en philosophie les qualités pédagogiques remarquables de son exposé fondamental ont joué un rôle très important dans la diffusion, des grandes lignes de notre conception du monde.

De même les textes de Jdanov, en soulignant avec force la thèse léniniste de la nécessité du point de vue de classe et de l'esprit de Parti en philosophie, à un moment où l'ennemi déchaînait contre nous la « guerre froide » sur le terrain idéologique, a été une arme efficace pour faire front, en philosophie, contre les tentatives révisionnistes et opportunistes. Mais la reconnaissance de ces mérites, si grands soient-ils, ne doivent pas nous conduire à sous-estimer les très graves et profondes erreurs contenues dans ces textes. Pour que le travail de nos philosophes se développe d'une manière créatrice et conquérante, et pour que l'enseignement de la philosophie, dans nos écoles du Parti, soit toujours mieux lié à la vie et joue ainsi son rôle pleinement formateur pour les militants, il importe que soient clairement définies (afin de les extirper) les erreurs commises par Staline en ce domaine où le camarade Souslov pouvait dire récemment, dans son rapport devant les dirigeants des chaires de sciences sociales de l'Enseignement supérieur (Pravda du 4 février 1962) :

« Le culte de la personnalité a causé un grand mal à la science philosophique. L'ouvrage de Staline : Matérialisme dialectique et historique, exposant très schématiquement les fondements de la philosophie marxiste, était considéré comme le sommet de la pensée scientifique. En réalité, cet ouvrage n'a fait qu'appauvrir le travail scientifique et pédagogique des philosophes. »

Comme le soulignait Waldeck Rochet :

« Si l'on tire les conséquences de cette juste critique contre le dogmatisme et le schématisme, il ne s'agit pas de taxer d'opportunisme les camarades qui, dans leur travail, en tiennent compte dans le respect des principes. »

Notre Parti, au lendemain du XX^e Congrès, a su se garder à la fois des interprétations opportunistes et révisionnistes qui, sous prétexte de corriger les erreurs de Staline, prétendaient remettre en cause le marxisme-léninisme, et des interprétations dogmatiques qui, sous prétexte d'une prétendue fidélité au marxisme-léninisme, continuaient à penser et à agir comme si aucune erreur n'avait été commise et se laissaient ainsi dépasser par la vie. C'est donc une tâche essentielle aujourd'hui que de faire le bilan de l'enseignement philosophique de Staline (...).

Staline retient bien l'idée que la lutte des contraires est le moteur de tout développement, mais il écarte le moment de l'unité des contraires. Ce qui a pour conséquence d'exclure certaines possibilités dialectiques, par exemple la possibilité, dans certains cas, de surmonter la contradiction par l'unité, et même la fusion des contraires. La construction du socialisme, puis du communisme, en apporte des illustrations nombreuses dès que les contradictions cessent d'être antagonistes : citons par exemple la manière de surmonter, dans le passage au communisme, l'opposition du travail manuel et du travail intellectuel. »

On est là clairement dans le principe de « deux devient un », par opposition à la dialectique du « un devient deux » ; il est frappant de voir que ce qui est dit ici est absolument l'inverse de ce que dit, au même moment, la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne en Chine populaire. Et ici il faut malheureusement constater que les tenants du révisionnisme avaient une petite avance sur les communistes. Ce n'est qu'au début des années 1970, en effet, que la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne comprendra qu'en fait la question est de saisir l'histoire de l'humanité comme imbriquée dans le développement de la matière en général. Roger Garaudy dénonce déjà cette thèse en 1962, preuve du danger que représentent les révisionnistes qui connaissent bien les positions révolutionnaires de par leur parcours historique et qui les attaquent.

« Mutilation du marxisme car, avec la sous-estimation de l'héritage hégélien, disparaissent quelques-uns des éléments essentiels de la conception du monde de Marx côté actif de la connaissance, l'homme créé par son propre travail, aliénation du travail, riche dialectique de la nature, de la connaissance, de

l'histoire. Cet appauvrissement du marxisme réduit à n'être plus qu'une variante d'un matérialisme vulgaire, d'un naturalisme, a des conséquences redoutables en histoire. La spécificité de l'histoire humaine par rapport à l'évolution biologique, ou du développement du socialisme par rapport aux sociétés antérieures, n'apparaît plus.

Alors que le marxisme-léninisme (nous l'avons vu plus haut) n'identifie nullement nature et histoire, Staline se contente de cette formule inspirée par un matérialisme non dialectique : « le monde se développe suivant les lois du mouvement de la matière », effaçant ainsi les bonds qualitatifs réalisés au cours du développement historique ; passage de l'évolution uniquement biologique à l'histoire par le travail, — puis aliénation de ce travail et fétichisme de la marchandise, les rapports humains prenant l'apparence de rapports entre des choses — puis, avec le socialisme et surtout le communisme (passage du « règne de la nécessité au règne de la liberté », comme disaient Marx et Engels), rôle croissant des facteurs subjectifs, du Parti, de la volonté consciente (sans pour autant abolir le caractère objectif des lois du développement). Une telle conception conduit au mécanisme, au fatalisme, avec toutes les conséquences politiques que cela comporte, comme le montre l'analyse erronée de l'action des lois objectives en régime socialiste dans le dernier ouvrage de Staline *Problèmes économiques du socialisme*. »

Qu'est-ce alors que le socialisme, le marxisme-léninisme, le matérialisme dialectique ? Il est maintenu que c'est une science, mais une science des possibles et non des principes.

« L'éditorial des Questions philosophiques de janvier 1962, dit avec juste raison, à propos de l'exposé de Staline : « *Les choses étaient représentées de telle façon qu'on pouvait penser que, par simple déduction, on était en mesure, grâce aux principes généraux du matérialisme dialectique et historique, de découvrir la solution de questions concrètes concernant la pratique sociale et politique ou telle ou telle science. Par une telle démarche, la méthode dialectique elle-même, instrument de recherche, devenait on ne sait quelle clé universelle.* » L'on se souvient des graves conséquences d'une telle attitude dans le domaine scientifique (...).

Le caractère de classe de toute philosophie, nous avons vu en quoi consiste son interprétation mécanique : le matérialisme est toujours progressif, l'idéalisme toujours rétrograde. De là à rejeter en bloc l'héritage des philosophies idéalistes il n'y a qu'un pas qui a été immédiatement franchi (...). Comme le rappelait Waldeck Rochet dans son rapport sur les discussions philosophiques, et comme vient encore de le souligner aujourd'hui Maurice Thorez dans son intervention, pour que notre travail, en philosophie comme ailleurs, soit justement équilibré, le coup principal doit être porté contre l'idéologie bourgeoise

et ses complices honteux : le révisionnisme et l'opportunisme, afin de maintenir dans leur pureté et de développer de façon créatrice, dans la voie tracée par Marx, Engels et Lénine, les principes du matérialisme dialectique et du matérialisme historique.

Cette philosophie se révèle, à notre époque, seule capable de déchiffrer pleinement la signification de toute l'histoire passée de l'humanité, de donner aux luttes actuelles leur pleine efficacité pour surmonter les contradictions de l'impérialisme, de tracer fermement les perspectives d'avenir de l'homme, de tous les hommes, et de nous donner les armes et les outils qui permettront de construire victorieusement cet avenir. Il n'est pas, pour un philosophe marxiste-léniniste, de tâche plus urgente et plus grande que d'aider des milliers et des milliers d'hommes et de femmes à prendre conscience de cette vérité fondamentale, soulignée par Lénine : « Le communisme est la conscience, l'intelligence, et l'honneur de notre temps ». »

La polémique entre Roger Garaudy et Lucien Sève

Mise en place en 1939, la revue *La Pensée* est un organe du « rationalisme moderne » ; c'est un moyen pour le Parti Communiste Français de se tourner vers les intellectuels en proposant des articles de qualité sur différents thèmes scientifiques, historiques, littéraires, etc. Elle a son succès juste après la seconde guerre mondiale, puis perd de sa signification. Lucien Sève y publie, en 1959 et en 1960, différents articles, qui sont repris pour former un ouvrage en 1962, publié aux Éditions sociales et intitulé *La Philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours*. Cela va provoquer un véritable scandale, l'ouvrage étant dénoncé par Roger Garaudy avec véhémence.

Que lit-on dans *La Philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours* ? Il faut savoir ici que Lucien Sève, passé par l'École normale supérieure et agrégé de philosophie, s'imagine être un immense philosophe. Il a une connaissance encyclopédique et manie parfaitement le style philosophique bourgeois ; son but est ouvertement de faire en sorte que le marxisme s'intègre à l'Université. Plus tard, il présentera par exemple comme un événement majeur qu'en 1979-1980, Hegel soit au programme de

l'agrégation pour la première fois. Tout cela pour dire que Lucien Sève présente donc toujours ses points de vue à travers des panoramas historiques, des références ultra-précises chez Karl Marx jusqu'à la maniaquerie, avec un style pédant jusqu'à la prétention la plus grande.

Fort logiquement, le but de *La Philosophie française contemporaine et sa genèse de 1789 à nos jours* est de prouver, de manière académique, que le marxisme a tout à fait sa place dans la « philosophie française ». C'est conforme à la ligne de Maurice Thorez pour qui le marxisme est, somme toute, « français ». Il y a bien eu à l'époque de Staline la critique soviétique de la thèse « française » de Karl Marx qui viendrait de René Descartes, mais le Parti Communiste Français obéit à sa propre matrice qui est sociale-républicaine où tout ce qui est bien est « français ». Citant les philosophes français, Lucien Sève fait le constat, période par période, que le spiritualisme a effacé dans l'enseignement l'existence historique des Lumières et du matérialisme. Il dit par exemple :

« De ce programme officiel, ne retenons même qu'une partie, pour alléger la démonstration : la liste des auteurs à étudier en classe, dont Victor Cousin pouvait dire en 1844 devant la Chambre des Pairs : « Cette liste, Messieurs, daignez en croire mon expérience, agit plus profondément sur l'enseignement que le programme des questions. » Cette liste, qui est donc « de la plus haute importance » de l'avis même de Cousin, on voudrait avoir la place de mettre sous les yeux du lecteur sa composition successive à toutes les époques depuis un siècle et demi : il en serait édifié. »

Prenons seulement celle de 1844, que défendait Cousin. On y trouve Platon, Aristote, Descartes, Arnauld, Malebranche, Fénelon, Bossuet, le P. Buffier [=le Père Claude Buffier, un jésuite], [le théologien britannique] Clarke, Leibniz, Locke et [le Britannique Thomas] Reid. Pas un seul matérialiste – surtout si l'on tient compte de l'optique exclusivement spiritualiste dans laquelle sont présentés Aristote, Descartes ou Locke au milieu du XVIII^e siècle. »

Sur le fond, Lucien Sève a raison : il n'y a pas de matérialisme dans l'enseignement philosophique français ; toutefois, son approche est fondamentalement erronée. Il faut savoir ici deux

choses, qui n'ont jamais été remarquées par ailleurs. Primo, en France, lorsque la philosophie a été instituée comme enseignement, elle était associée à la psychologie. Si ce dernier mot a disparu, il suffit de voir la totalité des dissertations de philosophie au baccalauréat pour s'apercevoir qu'on n'y confronte pas des conceptions philosophiques, par ailleurs non étudiées à l'école, mais des attitudes, des comportements. L'élève est placé face à un paradoxe et il doit montrer qu'il sait aborder les choses de manière raisonnable, au moyen d'outils philosophiques fournis au cours d'année. Secundo, les élèves apprenaient autrefois le latin et découvriraient donc bien avant le baccalauréat les approches psychologiques de l'Antiquité romaine.

Lucien Sève a donc tort de voir, de manière unilatérale, un enseignement spiritualiste dans la philosophie française, alors que le véritable style reste fondamentalement « français », à savoir raisonnable et psychologique. Les Français n'aiment pas les grandes idées, qui leur semblent vagues ou dangereuses ; ils apprécient une démarche posée, des attitudes raisonnables, une psychologie maîtrisée. Ce qui compte, c'est la continuité ; les sauts qualitatifs apparaissent comme déraisonnables, par nature excessifs, etc. Toute cette conception a ses avantages et ses défauts, mais en tout correspond à l'esprit national français. Lucien Sève ne voit rien de cela, car la France est pour lui une réalité artificielle où s'opposerait, de manière unilatérale, l'obscurantisme au matérialisme, ce dernier débouchant « naturellement » sur le marxisme.

C'est le même chauvinisme que le Parti Communiste Français pour qui le « marxisme », c'est en fait les Lumières et le matérialisme français prolongé. C'est également la même escroquerie que Maurice Thorez, et que Jean Jaurès avant lui. Effaçant l'opposition entre les restes du féodalisme et la bourgeoisie – qui dure ouvertement jusqu'en 1871 et se prolonge jusqu'aux années 1930 (avec l'Action française) – ils créent une contradiction

artificielle entre d'un côté l'obscurantisme et de l'autre la science. C'est surtout une justification de la conquête des institutions, ce que le Parti Communiste Français assume au début des années 1960. Il faut bien saisir la chose suivante : en 1945, le Parti Communiste Français pensait fusionner avec les socialistes, avec le plus de gens possibles, pour mettre en place de nouvelles institutions.

Au début des années 1960, il est évident que cet objectif est totalement impossible ; la prise du pouvoir par de Gaulle en a été la démonstration. Il s'agit donc de reconnaître le caractère « neutre » des institutions et de commencer une marche en leur sein. C'est le sens des considérations de Lucien Sève comme quoi il est regrettable et absurde que l'Université française ne comprenne pas que le marxisme a toute sa part dans l'Histoire française, comme produit naturel des Lumières et du matérialisme.

« La philosophie française, qui de Montaigne et de Descartes à Diderot et à Rousseau avait joué à l'échelle internationale un rôle de premier plan dans le progrès de la connaissance et de l'action, est entrée après la Révolution de 1789 dans une phase de médiocrité, de stérilité et de décadence. Il ne s'agit évidemment pas d'un « épuisement naturel » : à l'époque même où la philosophie officielle semblait dans les platitudes de l'éclectisme, la pensée française était capable de produire des géants comme Michelet. Ce ne sont donc pas les facultés créatrices de la nation qui auraient pu ne pas savoir pourquoi dépérir, mais les conditions de leur libre épanouissement en philosophie qui ont été pour l'essentiel supprimées consciemment par la bourgeoisie réactionnaire : ayant renié l'idéal de sa période ascendante et devenant de plus en plus une classe parasite, la bourgeoisie française a fait dépérir son propre héritage culturel, dégénérer sa propre philosophie en idéologie réactionnaire.

Le spiritualisme officiel, de Royer-Collard à Bergson, restera l'illustration typique de cette décadence. Mais alors que la domination idéologique de la bourgeoisie conduit la philosophie française officielle au néant, et avec les derniers avatars de l'État capitaliste, tourne au règne à la fois prétentieux et dérisoire de la pure phrase — qu'on songe par exemple à ce qu'est devenu le thème de l'« homme » dans la rhétorique gaulliste, pendant que s'éternisait et pourrissait l'immonde guerre d'Algérie, génératrice du fascisme — le prolétariat, comme Marx et Engels l'avaient

annoncé, est devenu l'héritier de la philosophie. Dès aujourd'hui, le marxisme, malgré tous les efforts obscurantistes pour empêcher son épanouissement, est l'âme de la philosophie française. Il a pu le devenir parce que, à sa lumière, la classe ouvrière et son avant-garde communiste prennent en main de manière irréversible le sort matériel et moral de la nation, lui restituant avec usure l'héritage de la grande philosophie française qui s'était développée de la Renaissance à la Révolution, et la préparant concrètement à son avenir socialiste. »

Chez Lucien Sève, la France existe « en soi », l'État est neutre et les philosophes ont une fonction. Mais laquelle ? C'est là où intervient la conclusion. Lucien Sève cite Teilhard de Chardin, un catholique mystique actif dans la première partie du 20^e siècle, qui fut réfuté par l'Église. Ce que chez Teilhard de Chardin, l'humanité va bien au Paradis, mais de manière matérielle : l'univers tend à un point Oméga, sorte de fusion générale dans une grande « convergence ». Il s'appuie notamment sur la conception tout à fait juste de « Biosphère » de Vladimir Vernadsky. Dans la citation donnée de Teilhard de Chardin par Lucien Sève, il est expliqué que... Les chrétiens et les communistes se reconnaissent sentimentalement comme ayant foi en l'humanité et en l'avenir, qu'ils vont nécessairement converger de la même manière que tout converge. Lucien Sève rejette unilatéralement cette affirmation, et conclut brutalement que :

« Ce n'est pas la foi en l'Homme qui peut réunir les hommes, c'est la lutte concrète et victorieuse contre ce qui les divise, et ce qui les divise sur le terrain philosophique, ce sont les additions étrangères à la seule chose qui soit universelle : la réalité objective. C'est elle qui aura le dernier mot. »

Cette dénonciation est clairement une allusion à la perspective présentée dans *Perspectives de l'homme : existentialisme, pensée catholique, marxisme*, en 1959 par Roger Garaudy. Ce dernier se lança donc dans une bataille complète, publique, contre l'ouvrage de Lucien Sève. Maurice Thorez fut obligé d'intervenir pour protéger Lucien Sève et Waldeck Rochet publia dans la foulée un *Qu'est-ce que la philosophie marxiste ?* pour tenter de neutraliser le conflit.

Élections législatives de novembre 1962

	premier tour		second tour		sièges
	voix	%	voix	%	
Union pour la nouvelle République	5 877 127	32,06	6 168 162	40,4	230
Républicains indépendants	427 821	2,33	134 399	0,88	18
Mouvement républicain populaire (maj. prés.)	235 921	1,29	156 841	1,03	8
Total majorité présidentielle	6 605 662	36,03	6 469 353	42,37	256
Parti Communiste Français	4 010 463	21,87	3 260 827	21,36	41
Mouvement républicain populaire	1 443 838	7,88	653 267	4,28	29
Centre national des indépendants et paysans	1 341 748	7,32	932 591	6,11	12
Parti socialiste (SFIO)	2 279 209	12,43	2 236 742	14,65	64
Parti radical	1 360 465	7,42	1 189 291	7,79	41
Modérés	769 419	4,2	374 728	2,45	20
Parti socialiste unifié	363 842	1,98	115 426	0,76	2

La perte de la première place électorale

En novembre 1962 ont lieu les élections législatives. Pour la première fois depuis 1945, le Parti Communiste Français n'est plus le plus important en termes de voix : c'est un tournant. Le Parti Communiste Français s'en sort sur le plan du nombre de députés, grâce à un accord de désistement avec le Parti socialiste (SFIO). Voici quelle est l'évaluation par Maurice Thorez de ces résultats lors de la session du Comité Central qui s'est tenue à Malakoff, en banlieue parisienne, les 13 et 14 décembre 1962. On a affaire, bien entendu, à un déni associé à l'hypothèse toujours remise en avant de « l'unité » qui va tout changer.

« Dans l'opposition grandissante de la classe ouvrière, des couches moyennes, de l'ensemble des forces politiques adversaires du pouvoir personnel, le Parti Communiste est apparu comme la force essentielle. Les camarades l'ont montré ici par de nombreux exemples : son autorité, son influence se sont développées. Les initiatives du Parti, sa politique claire, audacieuse de désistements très larges ont contribué grandement, efficacement à l'union des forces ouvrières et démocratiques : elles ont

contribué essentiellement à ce redressement républicain du deuxième tour et aux nombreux succès des candidats de l'union, qu'ils soient communistes, socialistes, radicaux, parfois M.R.P., parfois même indépendants. C'est le point essentiel sur lequel je voudrais insister. Bien entendu, il est juste de dire que c'est là, la conséquence de la politique profondément et invariablement unitaire du Parti, mais cette appréciation ne suffirait pas.

Bien entendu, on peut dire : le Parti a eu raison mais cela ne suffit pas. Il faut en terminer une fois pour toutes avec le système de l'auto-félicitation : « Nous avons raison, nous avons eu raison, j'ai encore raison, tu as encore raison. » Il faut juger les choses un peu plus objectivement et les membres du Comité Central ont été bien inspirés de le faire à commencer par Waldeck Rochet dans son rapport, puis les camarades qui sont intervenus dans la discussion, notamment Balmigère. Pour ma part, j'ai applaudi de tout cœur à son intervention, car elle montrait l'esprit nouveau qui souffle dans le Comité Central, la pensée d'hommes liés aux masses et qui ont dégagé la leçon de la campagne, qui ont noué de nouveaux liens, qui en aperçoivent le prix et qui sont décidés à en tirer maintenant tous les fruits désirables dans l'intérêt de la classe ouvrière et de la démocratie.

Nous n'avons pas présenté à nos partenaires éventuels des propositions formelles, Waldeck Rochet l'a dit : nous n'en avons pas présenté d'abord dans la campagne du non. Nous avons repris une formule léniniste adaptée aux conditions de notre moment : « Marcher séparément et frapper ensemble ». Nous

l'avons un peu modifiée. Nous avons dit « Marcher côte à côte ». Cette formule a mis à l'aise tous nos alliés virtuels. Ils ont senti que nous ne voulions pas obtenir un quelconque succès de prestige pour nous-mêmes, un succès de propagande ; que nous ne cherchions pas à les mettre en difficulté ou avec leurs adhérents, ou avec leurs sympathisants, ou avec eux-mêmes ; que nous avions seulement le désir de contribuer au rassemblement de toutes les forces contre le gaullisme. Nous sommes des militants communistes, ayant une politique claire, une ligne claire. Nous avons décidé d'aller audacieusement aux initiatives les plus larges et au soutien de toutes les initiatives les plus larges afin d'organiser et de développer l'effort commun ou simplement parallèle pour le non. Et nous avons continué sur cette lancée dans la campagne électorale (...).

Nous voulions un effort résolu afin d'obtenir le maximum dans l'intérêt de la cause de l'unité. Et pour cela, bien avant les élections, nous avons mis l'accent de plus en plus sur les problèmes de l'unité, en dénonçant avec vigueur, de plus en plus nettement, de plus en plus clairement, les manifestations d'étroitesse et de sectarisme qui devenaient, qui étaient devenues le danger principal, après que les éléments opportunistes eurent été mis en déroute parce qu'ils freinaient notre juste politique d'application du front unique, en négligeant la masse des ouvriers socialistes et en s'orientant exclusivement sur les groupuscules qui masquent le vide de leur politique sous la phrase de gauche. Nous avons battu les opportunistes il faut se le rappeler, c'est une grande leçon, il en avait été ainsi en 1934, avant que nous puissions parvenir à la signature du Pacte d'unité d'action et au Front populaire qui a suivi. Mais le danger de droite ayant été mis en échec comme il convenait, il a fallu faire face de plus en plus vigoureusement au danger de gauche, à l'étroitesse, au sectarisme (...).

Pendant la campagne même, pendant les élections, pour les désistements, nous avons constaté différentes manifestations d'incompréhension. Les membres du Comité Central dans leurs interventions, en ont presque tous signalé. Comme il y a trente ans, nous avons entendu des voix disant : « Vous y croyez, vous, au front unique ? Jamais on ne pourra s'entendre avec tel ou tel dirigeant socialiste ! » Nous avons alors répondu : « La question n'est pas là ; la question est de savoir comment nous répondrons aux exigences du mouvement des masses en contribuant à l'unité entre socialistes et communistes. » À Arras, les travailleurs communistes ont compris où était le devoir. Ils ont voté pour Guy Mollet. Ils ont donné une belle leçon à ceux qui ne veulent pas voir ou qui ne veulent pas comprendre : ils ont montré que le ressentiment n'est pas un état d'esprit politique.

NE LAISSONS PAS RETOMBER LA PÂTE

Nous avons dit dès le 4 octobre 1958, moins d'une semaine après le premier référendum : « Il ne faut surtout pas renoncer à gagner les ouvriers socialistes, et

en général faire une croix sur ceux qui ont voté OUI. Au contraire ». Et nous avons entrepris un effort patient et tenace pour aider au rassemblement de tous les travailleurs, de tous les républicains. Si nous continuons dans cette voie, alors les conditions seront de plus en plus favorables au rassemblement des masses, à la cause de l'unité, au rapprochement entre communistes et socialistes. Si nous-mêmes nous laissons retomber la pâte, si nous revenions aux vieilles habitudes, aux vieilles méthodes de raisonnement et de travail, eh bien ! les liens encore fragiles risqueraient de se détendre. Il nous appartient d'être très attentifs et toujours plus actifs (...).

Comprenons qu'il s'est passé un événement essentiel dans le pays et ne laissons pas, encore une fois, retomber la pâte. Il faut persévérer dans cette ligne, il faut poursuivre patiemment, fraternellement notre effort. Un point doit être clair : jamais la situation ne se représente comme elle fut à un moment du passé. Jamais les choses ne reviennent comme elles étaient la veille. Le Parti Socialiste et ses adhérents ne seront plus jamais exactement ce qu'ils étaient il y a un mois. Le Parti Socialiste, ses adhérents, ses militants ont été fortement marqués par cette campagne électorale, par cette campagne d'union. Leur sentiment se résume dans ces mots simples : « Nous savons maintenant quels sont nos vrais amis ». Il y a quelque chose qui est changé depuis que les contacts ont été noués entre militants, entre organisations socialistes et communistes. Balmigère l'a dit tout à l'heure : c'est un fait que là-bas, les militants radicaux, les autres militants républicains ont été profondément impressionnés par la politique du Parti Communiste. Le camarade Barel a parlé des radicaux dans les Alpes-Maritimes. Il aurait dû ajouter que le président de la Fédération radicale est venu parler dans l'un de ses meetings.

RECHERCHER ET TROUVER LES BASES D'ACTION COMMUNE

Mais revenons aux questions posées par Waldeck Rochet. Tout en expliquant, en développant notre politique, nous devons continuer à le faire de façon à désarmer les préventions. À cette condition, les adversaires de l'unité seront de moins en moins sui-vis, non seulement chez les socialistes, mais chez les autres républicains. Les adversaires de l'unité seront de plus en plus isolés. Notre tâche est d'aider les partisans de l'action commune, ou parallèle, dans tous ses aspects, et de les aider avec tact et discernement. L'essentiel est maintenant de rechercher et de trouver les bases d'une position commune, d'une action commune sur toutes les questions de la vie nationale et internationale (...).

Pour les formes de front unique, la grande leçon de la campagne du référendum et des élections tient en ces mots : pas de schématisme ; les formes les plus diverses. Pas d'exigence ou plutôt une seule, qui vaut pour nous comme pour tous nos partenaires éventuels : servir au mieux les intérêts des travailleurs, la

cause de la démocratie et de la paix. Il nous faut parvenir, peu à peu, à la démonstration que la collaboration la plus complète entre communistes, socialistes et autres républicains est nécessaire pour le présent, mais qu'elle le sera également pour l'avenir, jusques et y compris pour entreprendre dans les conditions les meilleures la construction du socialisme. »

La crise des « Italiens » dans l'UEC

Secrétaire général de l'Union des étudiants communistes (UEC) en 1959-1960, Philippe Robrieux s'est fait débarquer dans le cadre de l'affaire dite Servin-Casanova. L'UEC a alors 5 000 membres ; c'est à la fois beaucoup, dans la mesure où c'est le mouvement politique étudiant le plus nombreux, et c'est très peu si on considère qu'il y a 300 000 étudiants dans le pays. Surtout, autour de 40 % des membres sont des Parisiens. Cela implique tout un état d'esprit. Ainsi, Philippe Robrieux vient de la grande bourgeoisie et, en cela, il rejoint de nombreux jeunes qui vont justement rejoindre l'UEC, tout en apportant leur propre interprétation des choses.

Si une partie reste légitimiste, une majorité toute relative se retrouve dans l'approche du Parti Communiste Italien, qui a décidé de se lancer dans « déstalinisation » poussée. C'est que, contrairement au Parti Communiste Français qui avait déjà constitué son idéologie en 1934-1936 sous l'égide de Maurice Thorez, le Parti Communiste Italien se retrouvait en 1945 comme une force massive, mais désorientée. Il était resté marginal depuis sa fondation en 1921 ; Antonio Gramsci était mort en prison en Italie en 1937, alors que sous le fascisme en général les activités étaient extrêmement faibles. De fait, lorsque Palmiro Togliatti revient en Italie en 1944, il a passé 18 années en exil.

Cependant, le Parti Communiste Italien dispose du prestige de la Résistance ; il est devenu de masse : au début des années 1960, il a 1,3 million d'adhérents. Palmiro Togliatti capitula ainsi rapidement devant la déstalinisation et fit en sorte que le Parti Communiste Italien soit autocentré.

Il théorisa pour cette raison le « polycentrisme » du Mouvement Communiste International. Voici ce qu'il explique à la revue *Nuovi Argomenti* en 1956 :

« Tandis que le XX^e Congrès a donné une énorme contribution aux paramètres et aux solutions de nouveaux et nombreux graves problèmes du mouvement démocratique et socialiste, alors qu'il marque une étape très importante dans le développement de la société soviétique, la position qui a été prise au congrès, et qui aujourd'hui est amplement développée par la presse soviétique en ce qui concerne les erreurs de Staline, les causes et conditions qui les rendent possibles, ne peut être considérée comme satisfaisante (...).

Les vrais problèmes échappent : ceux du comment et du pourquoi la société soviétique a pu arriver, et arriva, à certaines formes d'éloignement de la vie démocratique et de la légalité, allant même jusqu'à la dégénération (...). La structure politique interne du mouvement communiste mondial est aujourd'hui changée. Ce que le Parti communiste de l'Union soviétique a fait reste, comme je l'ai dit, le premier grand modèle de construction d'une société socialiste, qui eut la route tracée par une profonde et décisive fracture révolutionnaire. Aujourd'hui le front de la construction socialiste dans les pays où les communistes sont le parti dirigeant s'est tellement étendu (il inclut la troisième partie du genre humain !), que même pour cette partie, le modèle soviétique peut ne pas être et ne doit plus être obligatoire (...).

L'ensemble du système devient polycentrique et à l'intérieur même du mouvement communiste on ne peut plus parler d'un guide unique, mais d'un progrès qui s'accomplit en suivant souvent des voies différentes. »

C'était là légitimer la « voie nationale » au socialisme, c'est-à-dire le fait de dire qu'il n'y a plus besoin de révolution. En soi, Maurice Thorez était tout à fait sur la même ligne. Palmiro Togliatti allait par contre beaucoup plus loin dans la souplesse idéologique et organisationnelle. Cette démarche fut considérée comme la bonne par des jeunes, issus de la bourgeoisie, devenus étudiants et ayant adhéré à l'UEC. Ils furent connus comme les « Italiens » de l'UEC.

Jean Piel, secrétaire général de l'UEC à la suite de Philippe Robrieux, était l'un d'eux ; il accepta toutefois de procéder à une autocritique apparente au XVI^e congrès du Parti Communiste Français, en 1961, afin de maintenir le statu quo.

L'opération fut une réussite : Alain Forner, le secrétaire général de l'UEC de 1962 à 1964, appartenait également au courant « italien » ; c'est également le cas de Pierre Kahn, qui le fut de 1964 à 1965.

D'autres figures à leur côté furent André Senik, Henri Vacquin, Roland Castro et Bernard Kouchner. Les choses s'envenimèrent de plus en plus alors ; *Clarté*, la revue de l'UEC, se fit plusieurs fois taper sur les doigts, notamment pour la publication d'un document de Palmiro Togliatti. Pire encore, l'UEC revendiqua en 1963 son propre programme. Le Parti Communiste Français considérait cela comme un danger significatif et en mai 1963 il décida de la constitution d'une commission dirigée par Roland Leroy, avec notamment également Roger Garaudy, Paul Laurent, Georges Cogniot. Roland Leroy dénonça à cette occasion dans son rapport les velléités d'indépendance de l'UEC :

« Ils voudraient maintenant faire croire à la possibilité d'une sorte de négociation entre l'U.E.C. et le parti, au nom de l'indépendance de l'U.E.C. Ils font semblant de confondre deux notions fort distinctes. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir d'indépendance politique de l'organisation de la Jeunesse communiste. La pleine indépendance d'organisation dont elle jouit lui permet au contraire de trouver les formes les plus efficaces d'application de la politique communiste dans la masse des étudiants. Tout ce qui tend à orienter l'U.E.C. dans une voie opposée à celle du parti est contraire aux principes de l'U.E.C., à ses statuts. »

Roland Leroy attaqua également le rôle du Parti Communiste italien :

« Tout cela rend d'autant plus inattendu et injustifié le discours du camarade représentant les étudiants italiens au dernier Congrès de l'Union des Étudiants Communistes ; discours dont « Clarté » a malheureusement publié un passage qui met en cause ouvertement notre politique d'union et notre lutte pour la démocratie. »

Pareillement, Gaston Plissonnier, secrétaire administratif du Parti Communiste Français, envoya ainsi durant l'été 1964 un courrier particulièrement vindicatif au Parti Communiste italien, alors que des délégués de ses jeunesses, venus pour le congrès du Mouvement de la Jeunesse Communiste, avait participé à un débat

mis en place par « un groupe de dirigeants de l'Union des étudiants communistes qui mènent une activité hostile à notre parti et à sa politique ». Le Parti Communiste Italien fut à cette occasion ouvertement accusé d'interférence ; de fait, toute l'année 1964 fut celle d'une bataille interne dans l'UEC et le Parti Communiste Français progressa largement dans sa reconquête. La crise finale découla de la lettre de révolte, signée en janvier 1965 par la majorité du Bureau National de l'UEC, où était, pour faire simple, ouvertement dénoncée l'hégémonie du Parti Communiste Français sur le mouvement.

C'est alors Guy Hermier qui devint secrétaire général de l'UEC au congrès de mars 1965, marqué par la présence de 344 délégués légitimistes et 145 « Italiens », avec Roland Leroy tint le discours de clôture. Pour obtenir la victoire, le Parti Communiste Français avait utilisé les étudiants de province, préparé les lycéens en classe de Terminale, appelé les étudiants s'étant éloignés de l'UEC à y revenir, fait entrer dedans les enseignants passant les concours. Cela s'arrêta là : comme les « Italiens » ne disposaient d'absolument aucun relais dans le Parti Communiste Français, il n'en ressortit strictement rien. Ils furent exclus ou quittèrent les rangs communistes, et devinrent tendanciellement rapidement des anticommunistes plus ou moins virulents.

La polémique avec les communistes chinois

La question des « Italiens » était très marginale pour le Parti Communiste Français, car elle ne concernait que l'Union des étudiants communistes. Il en allait tout autrement des « pro-chinois », comme on appelait ceux qui soutenaient la critique faite par Mao Zedong et le Parti Communiste de Chine à l'encontre du révisionnisme de Nikita Khrouchtchev. Dans les relevés de décisions du Secrétariat du PCF entre janvier 1963 et avril 1968, le thème des « Italiens » apparaît 6 fois, autant que le celui des trotskistes ; les

gauchistes apparaissent 16 fois, mais les « maoïstes » 59 fois. En novembre 1965, un tract de rappel à l'ordre fut imprimé à 500 000 exemplaires pour être distribué dans les fédérations où il avait été mentionné des « pro-chinois » ; ceux-ci étaient d'ailleurs systématiquement enlevés de tout poste à responsabilité, que ce soit dans le Parti Communiste Français lui-même ou un quelconque organisme généré par lui, sans oublier la CGT ou la participation à quelconque élection. Cependant, le phénomène « pro-chinois » reste marginal au sens strict : en janvier 1967, le secrétaire national à l'organisation Georges Marchais parlera de seulement 79 exclusions réalisées. C'est que les communistes chinois affirmaient le rôle de la violence, la primauté de l'idéologie, tout en défendant Staline. C'était fondamentalement étranger à un Parti Communiste Français façonné par la ligne opportuniste de droite de Maurice Thorez. Il n'y eut d'ailleurs qu'un seul cadre d'un certain niveau à rejoindre la critique du révisionnisme menée par les communistes chinois : Gilbert Mury, secrétaire du Centre de recherches et d'études marxistes aux côtés de Roger Garaudy.

Le fait qu'il ait pu avoir ce poste et n'être exclu du Parti Communiste Français qu'en novembre 1966 en dit toutefois long sur le manque de conflictualité idéologique réelle. Les « pro-chinois » n'apparaissent donc pas en tant que fraction rouge opposée au révisionnisme imposé par la direction ; ils sont éveillés par la critique chinoise, qu'ils valident pour différentes raisons. On sait que la critique chinoise mit du temps à se lancer. En novembre 1957, il y eut une grande conférence avec 68 Partis communistes ; une sorte de compromis fut trouvé. Néanmoins, une seconde s'ensuivit en novembre-décembre 1960 avec 81 Partis communistes, sans les communistes chinois toutefois, qui sont justement dénoncés pour leur ligne. La rupture sino-soviétique est alors effectuée et c'est la grande bataille anti-révionniste lancée par les communistes chinois, avec

comme cibles l'abandon du rôle de la violence, le parlementarisme bourgeois, la soumission à l'idéologie de la « coexistence pacifique ».

Le Parti Communiste Français fut aux premières loges pour soutenir la ligne de Nikita Khrouchtchev, ce qui est tout à fait dans l'ordre des choses. Un article chinois du *Quotidien du peuple*, intitulé « D'où proviennent les divergences ? Réponse à Maurice Thorez et d'autres camarades », en date du 27 février 1963, dresse la liste suivante des attaques françaises.

« Le camarade Maurice Thorez, secrétaire général du Parti communiste français, et certains autres camarades de ce Parti jouent un rôle marquant dans l'actuel contre-courant dirigé contre le Parti communiste chinois et d'autres partis frères et qui sape l'unité du mouvement communiste international. Depuis fin novembre 1962, Maurice Thorez et d'autres camarades ont fait de nombreuses déclarations attaquant le Parti communiste chinois et d'autres partis frères, et publié un grand nombre de documents intérieurs traitant des questions en cause. Les principaux de ces documents et déclarations sont :

- le discours de Maurice Thorez du 14 décembre 1962 au Comité central du Parti communiste français ;
- l'« information » de Raymond Guyot, membre du Bureau politique du Parti communiste français, donnée le 14 décembre 1962 au Comité central du Parti communiste français, sur les problèmes relatifs à la situation internationale et à l'unité du mouvement communiste et ouvrier international ;
- la résolution adoptée le 14 décembre 1962 par le Comité central du Parti communiste français sur les problèmes relatifs à la situation internationale et à l'unité du mouvement communiste et ouvrier international ;
- l'éditorial écrit par Raymond Guyot pour l'*Humanité*, organe central du Parti communiste français, du 9 janvier 1963 ;
- un article publié le même jour par l'hebdomadaire *France Nouvelle*, organe central du Parti communiste français, et ayant pour titre : « Guerre, paix et dogmatisme » ;
- une série de dix articles publiés dans l'*Humanité* du 5 au 16 janvier 1963 et attaquant nommément le Parti communiste chinois ;
- un article paru le 16 janvier 1963 dans l'hebdomadaire *France Nouvelle*, sous le titre : « A quelle époque vivons-nous ? » ;
- la brochure *Problèmes du mouvement communiste international*, éditée en janvier 1963 par le Comité central du Parti communiste français (recueil de quinze documents consacré aux attaques portées ces

trois dernières années par certains dirigeants du Parti communiste français contre le Parti communiste chinois, notamment l'intervention de Maurice Thorez à la Conférence de Moscou des partis frères, en novembre 1960, ainsi que le rapport qu'il fit ensuite à ce sujet au Comité central du Parti communiste français réuni en séance plénière);

- un article de Raymond Guyot dans l'*Humanité* du 15 février 1963. »

Voici comment, en octobre 1963, Roger Garaudy dénonce les positions chinoises, dans son article « Où nous conduiraient les thèses des dirigeants chinois ? », publié dans les *Cahiers du Communisme*. On remarquera que, de manière typique du style à la Maurice Thorez, il y a toute une narration qui est construite, avec un haut sens de l'auto-intoxication.

« En ce qui concerne les problèmes de la guerre et de la paix il est contradictoire d'affirmer à la fois que l'impérialisme est un « tigre de papier » et que, tant que l'impérialisme subsistera la guerre est inévitable. Il devrait être superflu, pour des marxistes-léninistes, de démontrer que l'impérialisme n'est pas un « tigre de papier ».

Une expérience historique douloureuse pour tous les peuples montre que s'il est vrai qu'il a cessé de régner en maître et que, depuis près d'un demi-siècle, il ne livre plus que des « combats en retraite » en face d'un monde socialiste qui ne cesse de grandir en extension, en puissance économique et militaire, en prestige et en rayonnement idéologique, en face d'une classe ouvrière plus consciente, mieux organisée, et capable de rassembler pour un même combat de grandes forces démocratiques et pacifiques, en face d'un mouvement général de libération nationale qui a contraint le colonialisme au recul, l'impérialisme n'en constitue pas moins une force redoutable et un danger. Contre l'optimisme béat de ceux qui seraient portés à nourrir les illusions dogmatiques des vieilles théories « catastrophiques » annonçant toujours l'imminence d'une crise qui engloutirait le capitalisme, l'expérience a montré que, sans pouvoir surmonter ses contradictions fondamentales, au risque même de les multiplier et de les aggraver, le capitalisme pouvait encore mettre en oeuvre des expédients lui permettant de survivre et de nous porter des coups.

Alliance atlantique, Marché commun, méthodes du néo-colonialisme, politique d'armements, accumulation des stocks atomiques et thermonucléaires, permettent aux impérialistes de mener leur combat en retraite, et il serait dangereux d'en sous-estimer les possibilités et les périls avec le slogan du « tigre de papier ». Par contre, proclamer en se référant à Lénine que tant que l'impérialisme subsistera la guerre demeurera inévitable, c'est oublier que depuis Lénine (et précisément pour une large part grâce à lui, à son

parti bolchevik, au peuple soviétique) le rapport des forces a profondément changé. Les dirigeants chinois feignent de croire qu'en proclamant qu'à notre époque la guerre n'est plus inévitable l'on révisé la conception léniniste sur la nature de l'impérialisme qui porte la guerre dans la logique interne de son développement.

L'analyse léniniste de l'impérialisme demeure pleinement valable : la nature de l'impérialisme n'a pas changé, mais seulement ses possibilités, sa puissance. La guerre n'est donc plus inévitable parce que la loi de développement de l'impérialisme n'est plus la seule loi du développement de l'histoire à notre époque. Une autre force a grandi en face de lui : celle du monde socialiste et, comme le proclamait la Déclaration des 81 partis, « le contenu principal et les particularités principales du développement historique de la société humaine sont déterminés, à l'époque actuelle, par le système socialiste mondial, par les forces en lutte contre l'impérialisme, pour la refonte socialiste de la société ».

Il convient également de noter que le degré actuel de développement des techniques militaires, avec les possibilités d'extermination atomique et l'action en retour des bombardements thermo-nucléaires capables de rendre invivable l'atmosphère dans le monde entier, modifie les données du problème, et l'on ne peut se contenter de répéter l'axiome de Clausewitz : « La guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens », sans tenir compte des réalités nouvelles. Certes, des gestes de folie ne sont pas exclus, mais même les plus acharnés des impérialistes ne peuvent faire abstraction, dans leurs entreprises agressives, ni de la force de l'adversaire, ni des risques de suicide collectif que leurs propres armes leur font courir. La signature des Accords de Moscou par les États-Unis et les récentes prises de position de Kennedy montrent qu'il y a là une première reconnaissance du rapport réel des forces, et aussi des périls d'une aventure. Peut-on dire, comme le font les dirigeants chinois, que la coexistence pacifique, sous la forme où le camp socialiste parvient aujourd'hui à l'imposer, est favorable aux impérialistes et leur donne un répit ? Ce serait alors oublier la nature même de l'impérialisme et le besoin qu'il a de guerres pour tenter de résoudre ses difficultés et de surmonter ses contradictions. Ce serait oublier, par exemple, que la guerre de Corée a permis aux États-Unis de masquer une crise économique latente en maintenant un certain niveau de production industrielle. Ce serait oublier la déclaration pourtant mémorable et combien significative du *Wall Street Journal* écrivant avec nostalgie lorsque la paix revint en Corée que de telles guerres, ayant un caractère local, ont un effet bienfaisant sur l'économie « pour entretenir la conjoncture ».

La politique de désarmement mérite-t-elle les sarcasmes et les calomnies que lui adressent les dirigeants chinois ? L'affirmer serait, là encore, oublier que la course aux armements et les fabrications de

guerre sont l'un des principaux expédients employés par les monopoles, pour maintenir ou accroître leurs profits et résoudre les difficultés que leur crée la sous-consommation des masses. Pour nous, Français, n'est-il pas évident que les illusions créées par de Gaulle sur « l'expansion économique » se fondent essentiellement sur le gonflement des programmes d'armement et de « force de frappe » qui apportent une stimulation artificielle et malsaine à certains secteurs industriels ? N'est-il pas également évident que tout succès, même partiel, dans la voie du désarmement, permet, dans les pays socialistes, de dégager des crédits et d'accélérer ainsi la construction du socialisme et du communisme ? Sur le plan politique, alors que la guerre froide et la tension internationale servaient de justification à la suppression des libertés jusqu'à assimiler, en 1947 et 1948, la grève à une trahison, à faire déferler en Amérique la vague du mac-carthisme, à donner occasion dans tous les pays impérialistes d'un renforcement de l'appareil policier sous prétexte de « défense du monde libre », la détente rend plus aisée la lutte des peuples, y compris des peuples en lutte pour leur indépendance nationale, comme l'a prouvé la victoire du peuple algérien, et la sauvegarde dans les Caraïbes, de l'indépendance de Cuba et de la construction du socialisme.

C'est pourquoi, sur ce point encore, se pose la question : où nous conduirait, en France, l'application de la ligne proposée par les dirigeants chinois ? Pour n'en retenir qu'un exemple immédiat, elle nous conduirait à approuver de Gaulle dans son refus de signer les Accords de Moscou, c'est-à-dire à nous mettre à la remorque des éléments les plus réactionnaires et les plus chauvins et à nous isoler des masses, à désorienter les travailleurs, à n'être plus qu'une secte de doctrinaires impuissants, aveugles devant la réalité la plus flagrante, incapables de jouer le rôle d'avant-garde consciente de la classe ouvrière et de la nation. Une démonstration parallèle peut être faite en ce qui concerne les voies de passage au socialisme. Selon les dirigeants chinois, mettre l'accent sur les possibilités croissantes d'un passage pacifique au socialisme, ce serait « nier les contradictions les plus fondamentales de la société capitaliste et répudier la théorie marxiste-léniniste de la lutte des classes », baser notre politique « sur l'idée que l'impérialisme et la réaction accepteront la transformation pacifique ».

Ici encore il n'est nul besoin d'imaginer que le capitalisme a changé de nature et que la classe dominante cédera de bonne grâce le pouvoir : le seul problème est de savoir si elle aura toujours et partout la possibilité de résister par la force à la prise du pouvoir par la classe ouvrière et le peuple. Envisager une voie pacifique n'implique nullement des illusions et des révisions sur la nature du capitalisme, mais simplement une étude sur ses possibilités dans telle situation concrète. Loin de perdre de vue les analyses marxistes-léninistes, notre Parti n'a cessé de combattre les théories révisionnistes sur l'évolution du capitalisme : théories du capitalisme populaire, de la «

démocratisation du capital », du caractère « progressif » des monopoles se fondant sur leurs aspects techniques et oubliant les rapports de classe, propagande de collaboration de classe sur « l'association capital-travail », etc.

Nous ne croyons pas plus à un capitalisme se convertissant lui-même en socialisme qu'à un impérialisme se convertissant à la cause de la paix. Nous avons au contraire constamment défendu la thèse selon laquelle aucune transformation économique opérée dans le cadre du régime capitaliste ne conduira d'elle-même, automatiquement, au socialisme : le problème du pouvoir politique est le problème déterminant. Mais si, dès 1945, Maurice Thorez envisageait la possibilité d'une voie pacifique au socialisme, c'était en tenant compte de la force et de l'unité croissantes que pourraient atteindre la classe ouvrière et les éléments démocratiques dans le pays. Un mouvement de masse aussi puissant que celui qui imposa le Front populaire en 1936 ou que celui qui se réalisa au lendemain de la Libération peut priver la classe dominante de ses principaux appuis dans le peuple, désagréger les forces militaires et policières de la répression, rendre difficile une résistance armée de la classe dominante.

Par ailleurs, si la Révolution d'Octobre a vu se ruier contre elle quatorze nations capitalistes intervenant du dehors pour tenter de l'écraser dans le sang, la victoire de cette Révolution, la force croissante de l'Union soviétique, l'instauration du socialisme dans plusieurs pays d'Europe et d'Asie, l'émancipation des pays anciennement colonisés qui fournissaient autrefois des réserves aux impérialistes (des Marocains à Franco, en 1936, des Sénégalais envoyés par l'impérialisme français contre le peuple vietnamien), tout cela réduit considérablement les appuis extérieurs des monopoles et les possibilités d'intervention.

Il n'est donc pas exclu (et pas certain pour autant) que dans des conditions données, le rapport des forces à l'intérieur du pays (par la réalisation d'un grand mouvement unitaire des masses) et le rapport des forces à l'extérieur (la puissance du système socialiste paralysant les velléités d'intervention des autres impérialistes) soit tel que la classe dominante n'ait pas la possibilité matérielle, quel qu'en soit son désir, d'organiser une résistance armée et sanglante. Ce n'est pas la seule possibilité, mais la croissance des forces et du rayonnement du monde socialiste, le renforcement de l'unité de la classe ouvrière et de l'union des forces démocratiques et pacifiques, la perte par l'impérialisme de ses bases de masse et de ses traditionnelles réserves « coloniales », tout cet ensemble de conditions rend de plus en plus probables de telles perspectives. La tâche essentielle de notre Parti est précisément non pas de spéculer sur des aventures et de se répandre en phrases pseudo-révolutionnaires, comme y incite l'orientation des dirigeants chinois, mais de travailler, dans la voie du travail de masse qui nous apporta les victoires de 1936, de la Résistance et de la Libération, à l'unité de la classe ouvrière et au

rassemblement autour d'elle des forces démocratiques et pacifiques.

Le 54^e Congrès du Parti socialiste S.F.I.O., en exprimant, sous la poussée des masses, une condamnation du régime gaulliste qui recoupe en bien des points la nôtre, et en formulant un programme où se retrouvent plusieurs des préoccupations qui inspirent notre propre programme, montre qu'en dépit de divergences idéologiques et politiques importantes, une unité d'action est possible pour combattre le pouvoir gaulliste des monopoles et proposer ensemble un programme et une perspective d'avenir pour l'instauration d'une démocratie véritable. L'évolution politique de larges masses catholiques, surtout après la prise de conscience à laquelle l'Encyclique « *Pacem in terris* » de Jean XXIII a beaucoup aidé, a permis d'élargir le front de lutte en faveur de la paix et d'ouvrir la voie à d'autres formes d'action commune pour les revendications économiques et la démocratie. Dans de telles conditions, choisir la ligne suggérée par les dirigeants chinois, ce serait détruire les possibilités immenses et les perspectives qui nous sont ouvertes, nous transformer en une petite secte de doctrinaires dogmatiques condamnés à de stériles spéculations, coupés de la classe ouvrière et du peuple.

L'expérience de notre Parti communiste français, depuis quarante-trois ans, nous conduit donc à rejeter sans hésitation cette ligne sectaire et la phraséologie pédante par laquelle elle tend à se justifier comme « marxiste » et comme « léniniste », alors que son dogmatisme est aux antipodes du marxisme-léninisme. Nous rencontrons à chaque pas, au cours de ce débat, des erreurs que nous avons dû combattre : les interprétations mécanistes de la théorie marxiste qui caractérisaient les étapes infantiles du mouvement, l'esprit d'aventure qui vient de ce qu'on érige son impatience en principe théorique, la rupture avec la vie, avec la réalité présente, avec le nouveau qui conduit inéluctablement à la rupture avec les masses, le dogmatisme et le culte de la personnalité que les XX^e et XXII^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., les XIV^e, XV^e et XVI^e Congrès de notre Parti nous ont aidé à combattre. Notre Parti, depuis sa fondation, s'est forgé dans une lutte constante pour écarter de tels obstacles au développement d'un grand parti de masse ayant le sens de sa responsabilité devant la classe ouvrière et devant la nation.

En rejetant aujourd'hui, avec l'immense majorité des partis communistes et ouvriers, les thèses des dirigeants chinois, en faisant la clarté sur des erreurs qu'une propagande chinoise massive tente d'inoculer aux travailleurs, il poursuit le combat qui est le sien pour la défense de la paix, pour l'unité ouvrière et l'union des forces démocratiques, capables d'instaurer, contre le pouvoir gaulliste, une démocratie véritable, il poursuit le combat pour le socialisme. »

On a là l'exposé classique du révisionnisme, qui prétend parvenir à réaliser quelque chose de

meilleure manière, afin de masquer qu'il s'agit d'un abandon des principes. C'est un drame historique qu'il n'y ait pas eu de ligne rouge face à la ligne opportuniste de Maurice Thorez, mais qu'en plus l'appel des communistes chinois ait été si peu entendu.

Le « culte de la personnalité » et la théorie de la personnalisation

En décembre 1963, la revue *Nouvelle Critique* se consacre au « culte de la personnalité ». Michel Verret fait « Quelques remarques sur le culte de la personnalité », qui sont très longues. De brèves notes sont ajoutées à ce sujet par Jacques Arnault, Guy Besse, Francis Cohen, Michel Simon. Puis Lucien Sève ajoute un article censé synthétiser le point de vue formulé : « Réflexions sur le dogmatisme ». Roland Weyl fait des « Réflexions sur la Raison d'État » et Jacques Châmbaz fait un travail « Sur l'histoire de l'U.R.S.S. écrite par Aragon » ; Claude Prévost se tourne vers la littérature et analyse deux romans d'un même auteur, publiés l'un avant et l'autre après le XX^e Congrès du Parti Communiste d'Union Soviétique (« La bataille de Moscou à seize ans de distance »). L'éditorial précise la mission que la revue s'est donnée en abordant cette question :

« Ce qui a déterminé notre décision, c'est, d'une part, l'attitude de ceux qui continuent à méconnaître les torts considérables causés au socialisme par le culte de la personnalité de Staline, et d'autre part, l'attitude de ceux qui sous le couvert de la lutte contre le culte de la personnalité, ont tendance à rejeter tout l'acquis du mouvement ouvrier international. L'une et l'autre attitude encombrant le chemin. »

Que dit Michel Verret ? Que le « culte de la personnalité » a été un « mécanisme historique », un « enchaînement objectif ». C'est la ligne officielle du Parti Communiste Français au sujet de la déstalinisation. Staline doit être rejeté, mais il faut conserver le prestige acquis ; par conséquent, il faut présenter les faits comme s'il y avait eu un « culte de la personnalité » qui aurait été un accident inévitable de parcours. C'est là le

masque du révisionnisme, qui veut s'accaparer le drapeau rouge et les apparences du socialisme, tout en liquidant toutes les valeurs. Or, le risque d'une telle entreprise est d'aboutir à l'auto-liquidation. C'est pourquoi en URSS Nikita Khrouchtchev s'est fait taper sur les doigts et a fini par être mis de côté, en octobre 1964.

En ce sens, l'argumentaire de *Nouvelle Critique* préfigure parfaitement ce qui sera la ligne de Léonid Brejnev à la suite de Nikita Khrouchtchev. Et il n'y a aucun hasard : il y a un pont permanent entre les directions française et soviétique ; on est ici dans le travail en laboratoire, qui vise à fixer une idéologie nouvelle à l'URSS. Ce seront d'ailleurs les Français qui développeront ensuite de manière la plus approfondie le concept de « capitalisme monopoliste d'État », qui sera repris par l'URSS et également tous les Partis Communistes, devenus révisionnistes, qui lui sont liés. *Nouvelle Critique* est d'ailleurs très prudente dans ses affirmations, présentées comme des hypothèses, des débuts de réflexion, etc. Il s'agit d'une contribution idéologique pour se sauver d'une situation périlleuse.

Michel Verret explique donc que le culte de la personnalité de Staline est équivalent aux religions politiques d'État depuis l'Antiquité ; selon lui, c'est une tendance historique :

« Disons donc que tout État de classe porte en lui le principe de sa propre religion et de son propre culte (direct ou indirect). Les attitudes culturelles à l'égard de l'État sont donc un des plus vieux réflexes de l'homme. D'autant plus tenace qu'il est plus vieux... »

Une telle affirmation relève du structuralisme : il y aurait une « structure » qui flotterait dans le vide et aurait un impact matériel... Ce n'est clairement pas assez puissant comme excuse. Et c'est là où, à l'arrière-plan, on trouve Lucien Sève, qui théorise toute une idéologie sur la « personnalité ». Cela va devenir la véritable idéologie du Parti Communiste Français, sa constituante pour toutes les décennies à venir. On en est ici toutefois qu'aux balbutiements. Mais on devine le principe : au lieu de parler des individus comme

les capitalistes, on va parler de personnalités, ce qui revient au même mais fournit une dimension « sociale ». La lutte des classes devient alors, dans ce tour de passe-passe de nature révisionniste, la bataille des individus-personnalités pour exister de manière meilleure. Voici ce que dit Michel Verret, qui introduit cette « personnalisation »

« La conscience politique immédiate ne retient que la forme — et particulièrement la forme personnelle — des rapports politiques. Cette expérience, elle-même renforcée par la pratique et les préjugés individualistes entretenus plus ou moins dans toutes les sphères de la vie sociale, par toutes les formations sociales fondées sur la propriété privée des moyens de production, crée spontanément dans la masse historique une énorme tendance à la surévaluation du rôle des individualités dans l'histoire, sur tous les plans, depuis la production jusqu'à la culture.

On ne comprendrait pas autrement la pérennité des mythes et des légendes de personnalisation — Homme providentiel. Sauveur suprême, guides et conducteurs — dans la vie politique la plus récente des pays économiquement et scientifiquement les plus développés. Sans parler encore de l'U.R.S.S., citons la France, qui s'est payée pour le moins cinq mythes en 160 ans (Napoléon 1^{er}, Napoléon III, Boulanger, Pétain, de Gaulle), sans compter les mythes défraîchis (Louis-Philippe, le roi bourgeois), les mythes avortés (Mac-Mahon, Clémenceau) et les mythes comiques (Poincaré, Pinay, le Comte de Paris, etc...). Encore aucun de ces mythes politiques n'a-t-il connu la dimension du mythe hitlérien ou mussolinien. »

C'est, au sens strict, le chemin exactement contraire de celui pris par la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Cette dernière affirme que tout est dialectique, tout est en inter-relation. La « personnalisation » théorisée au sein du Parti Communiste Français ouvertement révisionniste dit inversement que tout est personnel, relatif au vécu et à l'expérience de la personne. C'est pourquoi on passe de la classe ouvrière aux ouvriers, à l'instar de l'exemple suivant :

« La classe ouvrière n'est pas vaccinée par nature contre le culte des personnalités politiques — pas même de celles qui représentent les classes dominantes. Spontanément, elle y serait même plutôt portée dans la mesure où a) les idées dominantes en elle sont primitivement celles de la classe politiquement et économiquement dominante. Et où b) l'inculture consécutive à l'oppression la condamne à ne pas

dépasser d'abord le niveau de la conscience politique immédiate — spontanée.

Ces illusions spontanées seront d'autant plus fortes que la classe ouvrière sera proche dans le temps (par ses origines) et dans l'espace social (par le système d'influences entre les classes) de la paysannerie de type féodal ou semi-féodal, ou de la paysannerie parcellaire et plus généralement de ces couches moyennes dont nous avons vu qu'elles sont particulièrement porteuses de culte — sur le plan politique comme sur le plan général (le préjugé religieux y est souvent très fort et, lors même qu'il a été aboli, il est susceptible de résurgence ainsi que l'a montré le livre de G. Mury pour la France). »

On comprend l'obsession du Parti Communiste Français pour la religion, depuis Maurice Thorez aux commandes. Et ce n'est pas la religion d'ailleurs, c'est la religion catholique romaine. Il y a une méconnaissance et incompréhension du rôle historique du protestantisme, et le Parti Communiste Français ne propose, sur le plan des idées, qu'un néo-protestantisme communautaire à base syndicaliste.

Ce n'est plus la révolution de la classe ouvrière qui est visée, mais la mobilisation des ouvriers pour passer aux commandes de leur vie. On comprend ici tout à fait pourquoi, dans les années qui suivent, le Parti Communiste Français va échanger le concept de « dictature du prolétariat » pour adopter celui de « l'autogestion ». Cette logique « personnalisatrice » aboutit alors à expliquer Staline par Staline lui-même, qui aurait été un vil personnage égoцентриque organisant une religion à son sujet.

« Le prestige historique d'une figure nourrit évidemment le danger d'un culte. Mais ce danger ne devient effectif que si la personne intéressée sollicite ou organise le culte, prétend à l'infailibilité, se dérobe au contrôle et à la critique du collectif et si, d'autre part, le collectif accepte ces prétentions et consent lui-même au fidéisme.

Il s'est trouvé — et nous voici en un de ces moments et à un de ces nœuds où le rôle de l'individu est provisoirement déterminant, dans le contexte et le cadre des déterminations plus profondes dont nous venons de parler — que la psychologie de Staline l'a porté à solliciter ce culte. Le fait ne pose pas en lui-même de problèmes particuliers. Qu'un homme, si remarquables soient ses qualités et ses mérites, ait aussi des défauts, c'est la norme. Que ces défauts soient en contradiction avec les aspects positifs de sa

personnalité, rien de plus fréquent, particulièrement dans les époques de transition où un homme formé par un ordre ancien doit affronter la construction d'une société nouvelle.

L'inégalité de développement psychologique — par exemple, comme le montre Aragon pour Staline, l'extrême attention théorique à l'homme coexistant avec des formes extrêmes et parfois inconscientes de mépris pratique — c'est le pain quotidien des époques révolutionnaires. Nous la décelons sans peine sous une forme ou sous une autre en chacun de nous. Que ces défauts aient été en un sens aggravés par les qualités, rien encore de surprenant. Un génie méfiant risque de déployer du génie dans la méfiance... et de la rendre plus désastreuse par là même. »

L'attribution à la « psychologie » d'une personne de toute une tendance historique exprime parfaitement la conception du monde du Parti Communiste Français, qui ne comprend rien à ce qu'est une idéologie.

Pour lui, s'il y a eu des échecs, des défauts, des problèmes, cela tient non pas à ce qui a été proposé, car la ligne est toujours « juste », mais à comment cela a été proposé, et donc en dernier ressort c'est une affaire personnelle. C'est une dépolitisation de toutes les questions, et ce parce que le Parti Communiste Français a toujours fonctionné ainsi, avec les mises de côté des « personnes » Barbé, Celor, Doriot, Tillon, Marty, Lecœur, etc.

Reste à savoir pourquoi le Parti Communiste Français met en avant une telle « personnalisation ». C'est très simple à comprendre : elle permet de nier l'affrontement révolutionnaire, de bien indiquer à la bourgeoisie qu'il n'y aura pas de guerre révolutionnaire, pas de guerre populaire dans tous les domaines. En caricaturant l'URSS de Staline comme une zone de non-droit — une chose totalement fausse, puisqu'au contraire c'était le règne absolu du droit, avec un manque seulement parfois de lecture dialectique —, le Parti Communiste Français rejette la « terreur » et ainsi la violence révolutionnaire. Il annonce sa soumission ouverte ; il réfute concrètement, dans son essence même, la dictature du prolétariat. Michel Verret dit ainsi :

« La période du culte a en effet connu l'usage arbitraire et illégal de la violence répressive, armée et non armée, à l'égard non seulement d'ennemis réels, mais de sans-partis et de communistes dévoués au régime. Emprisonnements et déportations sans jugements, procès illégaux, procédures sans garantie, exécutions d'innocents depuis réhabilités. Bref, la Grande Erreur, la Grande Tragédie dont parle si bien Le Journal d'Yvan Denissovitch de Soljenitsyne...

Aragon a évoqué ces faits pénibles avec un grand courage. Son livre révèle sans fard sur la seule base des documents indiscutables l'ampleur de la répression, la mesure de son arbitraire. Il pose à l'occasion des « procès de Moscou » les questions qui se posent et doivent être posées. En même temps, il essaye de « concevoir l'inconcevable » et sans rien justifier, d'expliquer comment Staline a pu en venir à ordonner ces pratiques meurtrières ; comment des organes entiers de l'État soviétique (dans l'appareil de la sécurité et de la justice) ont pu les organiser et les perpétrer ; pourquoi le parti bolchevik ne les a ni empêchés ni dénoncés avant la mort de Staline ; pourquoi enfin les masses soviétiques ne se sont pas publiquement élevées contre elles jusqu'en 1956 (...).

Un élément est donc venu modifier les formes de lutte politique jusque-là respectées malgré l'encerclement capitaliste et l'âpreté de la lutte de tendances. Cet élément est bien connu : il a été énoncé et critiqué au XX^e Congrès. C'est le jugement politique erroné avancé par Staline au C.C. du 23 février 1937, suivant lequel la lutte des classes, loin de s'éteindre peu à peu avec la victoire du socialisme, continuerait au contraire à s'exacerber pendant une longue période. »

Il est parfaitement cohérent qu'une telle dénonciation de la continuation de la lutte des classes dans le socialisme soit effectuée au sein du Parti Communiste Français au moment où la Chine populaire lance la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.

Le XVII^e congrès en 1964 : la continuité avec Waldeck Rochet

Le XVII^e congrès du Parti Communiste Français se tient du 14 au 17 mai 1964, à Paris à la salle de la Mutualité ; c'est l'occasion d'une révision des statuts avec une ouverture à « quiconque accepte son programme et ses statuts, adhère à l'une des organisations de base du Parti et acquitte régulièrement ses cotisations ». La dimension directement idéologique s'efface et on est désormais ouvertement dans un mouvement de masse avec une direction-tradition. Georges Marchais, en

charge depuis 1961 de l'organisation du Parti Communiste Français, revendique la tenue en amont de 94 conférences fédérales, de 2400 conférences de section, ainsi que de dizaines de milliers d'assemblées de cellules.

C'est selon lui la « préparation la plus démocratique qui soit », mais en réalité, c'est à la tête du Parti Communiste Français que tout s'est décidé. Peu avant la tenue du congrès, Roger Garaudy envoya ainsi un document à Waldeck Rochet. Il lui donna son point de vue, qui était le suivant : oui, la déstalinisation a bien fonctionné, mais sur le plan intellectuel, malgré le prestige, il y a une méfiance de couches « éduquées ». Cela forme un verrou dont il faut impérativement s'occuper, surtout que ces couches croissent numériquement, avec une plus grande importance dans la société.

« Mon cher Waldeck,

Voici quelques réflexions sur les problèmes des intellectuels pour le travail que tu m'avais demandé. Il me semble nécessaire de donner à cette question une assez large place et d'apporter aux problèmes des réponses claires et audacieuses car nous ne devons pas nous bercer d'illusions : si, dans l'ensemble, notre Parti a un grand rayonnement dans ces milieux, il n'en reste pas moins que nous traversons une période difficile.

Les difficultés que nous rencontrons avec les étudiants de l'UEC (...) ne se limitent malheureusement pas aux étudiants. Nous sommes en difficulté politique et quelquefois idéologique dans des secteurs entiers : physiciens, biologistes, médecins et même dans les sciences humaines. L'influence des thèses du Parti italien est parfois profonde et joue un rôle de désagrégation (se mêlant parfois à l'influence chinoise !). La situation dans le mouvement international a, dans les milieux intellectuels, des répercussions plus graves que dans d'autres. Il y a aussi des causes objectives, tenant au développement et aux structures des diverses couches sociales d'intellectuels (dans mon « Humanisme marxiste » (pp.235 à 282) chapitre « Des intellectuels » j'avais esquissé une clarification de ces diverses couches).

Je crois donc que, dans le rapport, il serait bon de faire une analyse de ce développement objectif, historique, des intellectuels, de montrer les conséquences que cela comporte pour l'état d'esprit et l'orientation politique et idéologique des intellectuels, de ne pas hésiter à consacrer une partie solide à la critique et à l'autocritique des erreurs que nous avons commises pendant des années dans divers

secteurs de la science et des arts, et enfin de présenter quelques propositions précises pour reprendre en main toutes ces forces. Je suis convaincu que si nous portons ainsi le fer dans la plaie, nous pouvons redresser très vite et entraîner la grande masse de nos intellectuels dont beaucoup, même s'ils ont encore leur carte, restent sur la touche dans le travail général du Parti. »

Formellement, Roger Garaudy avait raison : la société française change puissamment. La direction considérait toutefois qu'il ne faut toucher à rien, par risque d'enrayer la machine. Juste avant le congrès, lors de la conférence fédérale de Seine-Sud (dont la grande figure était Georges Marchais), Maurice Thorez affirma ainsi qu'il allait prendre la parole simplement « par courtoisie », « brièvement ». En réalité, il se déchaîna pendant une heure, notamment contre le Parti Communiste Italien et Roger Garaudy. Car il y a incompréhension : le Parti Communiste Français, c'est le thorézisme, et celui-ci s'est développé somme toute parallèlement à l'Internationale Communiste, alors pourquoi se focaliser sur la « déstalinisation » ?

Alors, les jeux sont faits : le Parti Communiste Français est fondé sur le thorézisme, Roger Garaudy se fonde dessus, mais va trop loin. Il est donc mis de côté ; il n'est pas exclu et il pourra s'agiter encore de nombreuses années. Quant au congrès, il indiquera qu'il ne change rien, tout en intégrant ceux qui sont de cet avis. Le congrès officialise pour cette raison Waldeck Rochet comme secrétaire général, dans la mesure où Maurice Thorez était trop malade. Ce dernier est nommé président d'honneur au XVII^e congrès, puis décédera par ailleurs deux mois plus tard. La nomination de Waldeck Rochet indique la continuité absolue : il n'est plus jeune que Maurice Thorez simplement de quelques années ; il vient du prolétariat et il a rejoint le Parti Communiste Français depuis 1924. Une nouvelle génération, qui a la même identité idéologique et surtout la même mentalité, intègre la direction. Le XVII^e congrès du Parti Communiste Français renouvelle un quart du Comité Central, avec Henri

Krasucki, Roland Leroy, René Piquet et Gaston Plissonnier qui rejoignent le Bureau Politique. *Le Monde* remarque, de manière facétieuse et en étant toujours très au courant, quelques remous qui se déroulent également. C'est un passage vraiment exemplaire de la capacité d'analyse des journalistes du *Monde* ; ils sont non seulement informés, mais perspicaces, et sont ainsi brillamment politiques. La bourgeoisie dans sa variante libérale ou de gauche est ainsi informée, éclairée, voire au courant des arcanes du Parti Communiste Français si elle en fait l'effort.

« Les congrès du P.C. sont toujours précédés d'une "tribune de discussion" plus ou moins étoffée selon les cas, mais bien rarement digne de cette appellation. Il s'agit le plus souvent de litanies ou de ronronnements satisfaits et approuvateurs autour des thèses de la direction. Les vingt-cinq articles publiés par l'*Humanité* entre le 8 avril et le 9 mai, en prélude au dix-septième congrès, ne s'inscrivent pas tout à fait dans la ligne de cette tradition. Le flot conformiste demeure assurément très nourri, mais il apparaît que le nombre augmente de ceux qui osent questionner et même suggérer. Un membre du secrétariat fédéral n'hésite pas à contester le dynamisme du parti dans les campagnes ; le camarade Zacharis, de Saint-Cyr-l'École, questionne le camarade Thorez, pour ne pas dire qu'il lui fait des observations, sur les problèmes de politique internationale. Une cellule de Seine-Maritime et une section de Paris (celle du 19^e, Stalingrad) s'attaquent à l'un des problèmes les plus brûlants du moment et montrent ouvertement qu'elles n'approuvent pas l'attitude des dirigeants à l'égard de Clarté, mensuel de l'U.E.C.

La préparation du congrès semble d'autre part avoir provoqué dans les cellules et les sections quelques mouvements frondeurs. Dans le 5^e arrondissement de Paris, l'intellectuel Jean-Pierre Vigier, écarté du comité central à l'issue du dernier congrès, est réélu par son assemblée de section, malgré le veto de l'émissaire du comité central, Jacques Chambaz. À Orsay, "prise de bec" assez vive entre le représentant de la direction et le professeur Lehmann à propos de l'attitude du P.C. vis-à-vis des intellectuels. L'ancien député Jean Pronteau, qui avait subi en 1961 le même sort que M. Jean-Pierre Vigier, est réélu au comité fédéral de la Charente par des amis fidèles qui l'avaient déjà imposé comme candidat aux élections législatives de 1962. »

On est donc dans une continuité tranquille, même s'il y a une dimension monolithique moins prononcée. L'une des expressions de cela est que le concept de « paupérisation » passe à la

trappe. Il avait été mis en avant par Maurice Thorez et largement développé par Roger Garaudy qui jouait sur le côté humaniste en parlant de l'aliénation. Comme le Parti Communiste Français en a assez de « l'humanisme » du second et que la thèse de la paupérisation s'avérait clairement fausse dans un capitalisme en expansion, le concept disparut, comme il était habituel désormais dans le révisionnisme. D'ailleurs, dans son intervention, Georges Marchais justifie avec sévérité le maintien du concept de dictature du prolétariat. C'est pourtant lui-même qui annoncera son abandon, à la télévision peu avant la tenue d'un congrès !

Georges Marchais au XVII^e congrès

Georges Marchais, membre du Comité Central et secrétaire à l'organisation, tient un discours parmi beaucoup d'autres. Il pose cependant des choses centrales pour le Parti Communiste Français avec une assurance certaine ; c'est pour cela qu'il sera bientôt appelé à en prendre la tête. On a, dans ses propos, une véritable synthèse de l'esprit régnant auprès des cadres ; toute la vision du monde, la sensibilité, l'orientation idéologique du Parti Communiste Français est ici adéquatement formulée.

Le Parti Communiste Français sait utiliser le prestige de l'URSS ; il est intégré à la société française par les élus et la CGT, ainsi qu'une très large base. Il pense être un rouleau compresseur qui, lentement mais sûrement, sera appelé à prendre les commandes du pays.

« L'existence des Partis communistes répond aux nécessités objectives de l'évolution sociale et qu'ils expriment réellement les besoins, les intérêts, les aspirations de la classe ouvrière et des masses populaires. Cette appréciation est d'ailleurs pleinement confirmée par le fait que « le mouvement communiste mondial est devenu la farce politique la plus influente de notre époque, le facteur fondamental du progrès social », ainsi que le souligne la déclaration des Partis communistes et ouvriers de 1960.

À ce moment-là, il pouvait être fait état de l'existence de Partis communistes dans 87 pays, groupant plus

de 86 millions d'adhérents. C'est là une grande victoire du marxisme-léninisme, une grande conquête de la classe ouvrière. D'autant que c'est sous la conduite des partis animés par la doctrine et les principes marxistes-léninistes que se sont réalisés les changements profonds intervenus dans le monde et qui font que la caractéristique essentielle de notre époque, c'est que le système socialiste mondial devient le facteur décisif de l'évolution de la société humaine. Cette modification dans la situation mondiale facilite incontestablement les luttes de la classe ouvrière et des peuples sur tous les plans.

Les victoires remportées par l'Union soviétique qui construit la société communiste et par les États socialistes dans le domaine économique, dans l'élévation du niveau de vie des travailleurs, sur le plan scientifique, technique et culturel, dans l'extension de la démocratie, élèvent la lutte consciente des travailleurs en faveur du socialisme. Il y a moins de cinquante années, les combattants pour la cause du socialisme et du communisme puisaient leur foi et leur enthousiasme dans les prévisions géniales de Marx, Engels et Lénine. Aujourd'hui, le socialisme est une réalité vivante qui démontre sa haute supériorité sur le système capitaliste qui n'a que mépris pour l'homme qui produit les richesses.

Comment les travailleurs français, qui subissent le poids de la politique malfaisante des grands monopoles, ne se sentiraient-ils pas de plus en plus attirés par la perspective du communisme avec tout ce qu'il apportera ? Permettez-moi de rappeler ce qu'en disait le camarade Khrouchtchev dans son rapport au XXII^e Congrès du Parti communiste de l'Union Soviétique :

« Notre XXII^e Congrès a adopté le programme d'édification de la société communiste qui porte sur son étendard des objectifs grandioses : paix, travail, liberté, égalité, fraternité et bonheur. »

De nombreuses générations rêvaient de cette société de justice, de cet âge d'or. La force des communistes, de leur théorie marxiste-léniniste consiste en ce qu'ils ont exprimé les plus beaux rêves de l'humanité, qu'ils ont frayé des voies sûres à la création de la société la plus équitable sur terre. Maintenant, avec le programme de notre Parti, chacun peut voir clairement ce que représente le communisme et quels bienfaits il apporte aux populations.

Dès le début et jusqu'au bout, le programme est pénétré d'une seule idée : Tout pour l'Homme, pour le bien de l'Homme. »

C'est cela que les dirigeants chinois qualifient aujourd'hui d'« embourgeoisement ». Ils oublient que c'est là le rêve séculaire des hommes et que des millions d'entre eux ont donné leur vie pour atteindre cette société empreinte de bonheur, de justice et de liberté. Certes, c'est essentiellement de la lutte de notre classe ouvrière avec ses alliés que dépend, chez nous comme ailleurs, le passage à la société socialiste, mais, incontestablement, les faits prouvent que cette lutte révolutionnaire est de plus en plus

stimulée par les succès remportés par l'Union soviétique et l'ensemble des États socialistes dans la compétition pacifique avec les pays capitalistes.

D'autres aspects de la situation confirment bien qu'à l'époque actuelle le socialisme est déterminant dans la marche en avant du monde (...). La perspective possible d'un monde sans guerre et sans armes ne peut que stimuler la lutte indispensable des peuples en faveur de la paix, surtout chez nous, face à la politique néfaste menée par le pouvoir gaulliste, avec notamment la mise sur pied d'une force de frappe atomique, aussi ruineuse que dangereuse pour la sécurité de notre pays. Enfin, c'est sur la base du rapport des forces établi en faveur du socialisme, que des conditions nouvelles plus favorables existent pour le passage pacifique au socialisme, ce qui serait conforme aux intérêts des travailleurs et de la nation.

Certes, nous savons que cette éventualité ne dépend pas seulement des forces révolutionnaires mais également de la résistance opposée par la grande bourgeoisie. C'est pourquoi la possibilité du passage pacifique au socialisme est essentiellement fondée sur l'existence d'une puissante lutte de masse grâce à l'unité de la classe ouvrière, à l'union de toutes les couches sociales victimes des monopoles. De cette situation nouvelle, des conditions nouvelles qui en découlent dans la lutte pour le progrès social, la démocratie, la paix, la libération des peuples encore opprimés et le socialisme, les dirigeants chinois n'entendent tenir aucun compte.

Faisant preuve de duplicité, ils en sont arrivés à renier entièrement les appréciations et conclusions qu'ils avaient adoptées avec l'ensemble des Partis communistes et ouvriers lors de la conférence de 1960. Et pourtant l'expérience de la vie en a confirmé l'extrême justesse. Alors que l'unité et la cohésion du mouvement communiste international restent plus que jamais une condition décisive pour sauvegarder la paix et infliger de nouvelles défaites à l'impérialisme, ils se livrent à un véritable travail de sape et de désagrégation. Ils n'hésitent pas à utiliser pour leur mauvaise besogne les pires ennemis et renégats de la classe ouvrière.

Alors que la victoire sur le capitalisme dépend des efforts communs du système socialiste mondial, du mouvement ouvrier et démocratique, de la lutte de libération nationale des peuples, ils cherchent à opposer le mouvement de libération aux pays socialistes et à la classe ouvrière internationale. Ils en méprisent d'ailleurs le rôle dans la lutte pour la démocratie, la paix, la libération des peuples et le socialisme. Devant ces faits, quasi unanimement les communistes dans leurs assemblées de cellules, les délégués dans les conférences de section et fédérales ont fermement condamné les positions dogmatiques, sectaires et aventuristes des dirigeants du Parti communiste chinois.

Ils l'ont fait, étant profondément convaincus de par leur propre expérience de la justesse des

appréciations et conclusions de la Conférence de Moscou auxquelles notre Parti se lie, d'autant plus fermement que nombre d'idées avancées nous étaient déjà familières. Cette orientation favorise l'unité de la classe ouvrière, l'union des forces ouvrières, démocratiques et pacifiques, alors que la ligne suivie par les dirigeants chinois ne pourrait que nous isoler des masses et empêcher tout progrès dans la voie de la démocratie, de la paix et du socialisme. Les communistes dans leur cellule, les délégués aux conférences ont approuvé toutes les positions prises par le Comité central depuis que se sont affirmées les divergences profondes des dirigeants chinois, et ils sont pour la convocation d'une nouvelle conférence internationale.

Ils ont affirmé leur volonté de se montrer vigilants afin de mettre en échec toutes tentatives qui, à l'inspiration des dirigeants du Parti communiste chinois, viseraient à nuire à l'unité de pensée et d'action du Parti. Ils se sont indignés des calomnies honteuses diffusées par les dirigeants chinois à l'égard du glorieux Parti communiste de l'Union soviétique, de sa direction et particulièrement du camarade Khrouchtchev ainsi qu'à l'égard de notre Parti, de sa direction et d'autres partis frères. Le peuple chinois ne manquerait sans doute pas de s'inquiéter s'il savait que les dirigeants du grand Parti communiste chinois se retrouvent avec les pires adversaires de la classe ouvrière et des communistes pour calomnier leurs frères de combat. Avec notre Comité central, l'ensemble des adhérents et militants du Parti souhaitent que les profondes divergences qui opposent le Parti communiste chinois à la grande majorité des autres partis soient surmontées, que l'unité du mouvement communiste international se réalise, car elle constitue l'arme efficace et nécessaire dans le combat pour la paix, la démocratie, la libération nationale et sociale des peuples. Ils ont approuvé tous les efforts faits en ce sens. Mais ils rejettent fermement tout esprit de conciliation qui aboutirait à mettre en cause la juste orientation du mouvement communiste mondial dans les questions essentielles de notre temps. C'est pourquoi ils ont approuvé le passage du projet de résolution qui dit :

« La conciliation envers la ligne gauchiste et nationaliste des dirigeants chinois serait un danger pour le mouvement communiste international, pour le peuple chinois lui-même, pour notre Parti et sa large politique d'union nécessaire à la lutte contre le pouvoir personnel. »

Naturellement, nos camarades ont exprimé leur inquiétude devant l'attitude des dirigeants du Parti communiste chinois. C'est légitime. Comment ne serait-on pas préoccupé devant l'épreuve, les difficultés qu'il faudra surmonter ? Cependant, ils sont conscients que cette situation ne remettra pas en cause la marche en avant du monde, les succès de l'Union soviétique et du camp socialiste, l'essor du mouvement ouvrier et de la lutte de libération nationale à travers le monde, les progrès de la détente, le

développement général de la lutte générale pour la paix, pour la démocratie, pour le socialisme (...). Le passage à la société socialiste correspond à la fois aux intérêts de la classe ouvrière et de l'immense majorité du peuple. En effet, en même temps qu'elle se libérera de l'exploitation capitaliste, la classe ouvrière libérera l'ensemble des couches opprimées par le grand capital.

Elle assurera par là-même la véritable liberté pour l'ensemble de la nation. Les communistes ont toujours considéré que le choix du régime social est le droit imprescriptible du peuple dans chaque pays. La révolution socialiste ne saurait être importée, ni imposée du dehors. De la même façon, nous nous opposons à l'exportation de la contre-révolution. La révolution socialiste découle du développement interne dans chaque pays, de l'aggravation des contradictions sociales. C'est lorsque l'immense majorité de la classe ouvrière et ses alliés nécessaires en auront décidé que notre pays passera au socialisme (...). C'est pourquoi notre Parti travaille à gagner la classe ouvrière et les masses laborieuses de France à la cause de la transformation socialiste de la société, ainsi que le rappelle le préambule du projet de statuts. Le passage à la société socialiste s'effectuera en tenant compte des conditions spécifiques de la France et aussi du fait qu'il existe des lois générales valables pour tous les pays. D'autant que de ce point de vue, l'édification pratique du socialisme dans différents pays a permis d'accumuler une riche expérience collective.

Parmi ces lois générales, il en est une qui revêt une très grande importance, c'est la nécessité de la dictature temporaire du prolétariat pour accomplir les tâches de la révolution socialiste. À ce propos, le camarade Claude Schuttl, au nom de la cellule Rabelais (section d'Orsay, en Seine-et-Oise), a fait parvenir un amendement proposant « d'enlever l'expression dictature du prolétariat » dans le préambule du projet de statuts. Deux raisons sont données pour motiver cette proposition. La première est « qu'il apparaît aux camarades de cette cellule que, dans l'esprit du public, cette expression soit interprétée comme signifiant l'existence d'un seul parti ».

Deuxième raison avancée : « Lorsque l'expression a été utilisée par Lénine, il n'y avait pas eu l'expérience Hitler-Franco et l'expression de dictature dans la tête de tous les travailleurs est un peu liée à l'idée de dictature d'une minorité ». En fait, renoncer au principe et au concept de la dictature du prolétariat dans le préambule du projet de statuts, comme le proposent les camarades de la cellule Rabelais, serait une grave erreur politique. Pour ce qui concerne la première raison invoquée, il ne saurait y avoir d'équivoque sur notre position.

En effet, dans ses derniers congrès, notre Parti a réaffirmé avec force que l'entente entre communistes et socialistes est possible et nécessaire, non seulement pour résoudre les problèmes d'aujourd'hui, mais

aussi demain, dans la lutte pour l'édification du socialisme. D'ailleurs, le projet de résolution rappelle « que notre Parti a rejeté l'idée que l'existence d'un parti unique était une condition obligatoire du passage au socialisme ». Mais nous sommes allés encore plus loin. En effet, nous considérons qu'aux côtés d'un parti unifié de la classe ouvrière, au service du socialisme et de l'intérêt national, d'autres partis pourront exister et collaborer à l'édification du socialisme, permettant ainsi de réaliser celui-ci dans les meilleures conditions, grâce à une large alliance entre la classe ouvrière, la paysannerie laborieuse, les intellectuels et les classes moyennes. Les craintes exprimées par les camarades de la cellule Rabelais ne peuvent donc être retenues. Ce qu'il faut, c'est faire connaître notre position sur la question. La deuxième raison invoquée ne saurait non plus justifier l'abandon du principe de la dictature du prolétariat dans nos statuts. Sans doute, avec les régimes fascistes ayant un caractère dictatorial, le mot dictature a mauvaise consonance. Mais il ne peut y avoir aucune assimilation possible avec la conception que nous avons de la dictature du prolétariat.

La dictature du prolétariat n'est pas celle d'une minorité sur la majorité, comme c'est le cas pour la dictature du capital — s'exprimant par l'État bourgeois — qui tient dans l'oppression les masses exploitées, c'est-à-dire l'immense majorité du peuple. Au contraire, la dictature du prolétariat c'est la démocratie pour l'ensemble des travailleurs, c'est-à-dire l'immense majorité. Elle est, comme l'indiquait le camarade Maurice Thorez à la Conférence des 81 Partis communistes et ouvriers, « l'expression de la vie politique authentique des masses, de l'alliance du prolétariat et de nombreuses couches non prolétariennes de travailleurs contre le capital ».

De plus, la dictature du prolétariat n'est pas seulement nécessaire pour contraindre les représentants des anciennes classes exploiteuses — l'infime minorité — mais pour construire victorieusement la société socialiste. C'est ce dont témoigne l'expérience de l'Union soviétique et des démocraties populaires.

Au fond, remettre en cause le concept de dictature du prolétariat pour le remplacer par « pouvoir politique », comme le propose la cellule Rabelais, ce serait glisser sur le terrain de la démocratie bourgeoise, car le contenu de classe de l'État chargé de construire le socialisme disparaîtrait. « Le communiste, disait Lénine, c'est celui qui accepte non seulement l'idée de la lutte des classes, mais qui la conduit jusqu'à ses conséquences, jusqu'à la nécessaire dictature du prolétariat. »

Par conséquent, nous estimons que la partie du préambule du projet de statuts traitant cette question ne saurait être modifiée dans l'esprit demandé. J'en rappelle les termes :

« Le Parti communiste français considère que la libération du peuple français des chaînes de l'exploitation exige la destruction de toute forme de la dictature du

capital et la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière en alliance étroite avec la paysannerie laborieuse et l'ensemble des masses populaires. Ce pouvoir dont la forme peut varier est la dictature temporaire du prolétariat qui assure la démocratie la plus large pour tous les travailleurs. Après la défaite définitive des anciennes classes exploiteuses, elle laisse la place à un État de tout le peuple, étape nouvelle sur la voie qui conduira progressivement, « du gouvernement des hommes à l'administration des choses ». » (...)

Le Parti agit pour défendre et élargir les libertés, les droits, les avantages même partiels conquis par le peuple de France au cours de ses luttes. Pour imposer toute mesure, toute réforme démocratique améliorant les conditions d'existence des masses populaires. Il lutte pour instaurer dans les conditions du système capitaliste le régime démocratique le plus avancé possible, conscient que la bataille pour la démocratie est inséparable de la lutte pour le socialisme. Dans toute cette activité, le Parti place au centre de ses préoccupations l'unité d'action de la classe ouvrière et particulièrement des communistes et des socialistes, l'union de toutes les forces ouvrières et démocratiques.

C'est, en effet, la condition décisive pour faire triompher les intérêts de la classe ouvrière et des masses populaires, libérer la France de toute forme de pouvoir autoritaire, instaurer une démocratie nouvelle permettant à notre peuple d'aller de l'avant dans la voie du progrès social, de la démocratie et de la paix (...).

Les statuts qui seront adoptés par le XXII^e Congrès de notre Parti aideront chaque organisation, chaque communiste à s'acquitter de ces tâches avec honneur, avec un grand esprit de responsabilité et d'initiative, avec succès. Ainsi, comme il n'a cessé de le faire tout au long de ces quarante-quatre années d'existence, notre Parti travaillera avec toujours plus d'efficacité au service de la classe ouvrière, au service du peuple, au service de la France.

Vive le marxisme-léninisme qui permet aux travailleurs de réaliser leurs rêves millénaires.

Vive le Parti communiste français, guide éprouvé de la classe ouvrière et du peuple dans le combat pour la démocratie, la paix et le socialisme !

Vive le communisme ! »

La résolution politique du XVII^e congrès

Voici les extraits principaux, ou significatifs, de la résolution politique du XVII^e congrès du Parti Communiste Français de 1964.

« Les actes du pouvoir gaulliste, caractérisé par les XV^e et XVI^e Congrès comme le pouvoir renforcé des monopoles, ont pleinement justifié cette appréciation. Entre 1958 et 1963, la production a augmenté de 30

%, alors que le pouvoir d'achat des salaires horaires reste inférieur à celui de 1957, malgré les augmentations obtenues par la lutte des travailleurs. Le travail devient plus intense et sa durée reste prolongée. Les pensions, retraites, allocations familiales ont un retard plus grand encore.

Le Marché commun et la grande industrie sacrifient les intérêts des petits et moyens paysans en leur refusant un prix rémunérateur pour leurs produits, tout en leur imposant des prix industriels élevés et en réduisant les débouchés. En moins de dix ans, la population agricole a diminué de 25 %. Dans la même période, le nombre des commerçants détaillants et des artisans a diminué au seul profit des magasins à succursales multiples dépendant du capital financier (...).

La mise en œuvre d'une telle politique contraire aux intérêts de la France est facilitée par la Constitution de 1958 et l'usage qu'en fait le président de la République, par les atteintes portées en permanence aux libertés politiques, syndicales et communales. La Constitution de 1958, dans sa lettre comme dans son esprit, a institué un régime personnel, sorte de monarchie où les droits et prérogatives du Parlement sont réduits à leur plus simple expression. De Gaulle, qui s'est attribué la qualité de « guide de la France », « clef de voûte des institutions », a défini lui-même les pouvoirs dont il dispose ; seul il guide, il oriente, il décide, il nomme, il négocie, il conclut les traités sans avoir de comptes à rendre. Il peut même décider seul de déclencher une guerre atomique. Le mode de scrutin injuste permet à l'U.N.R.-U.D.T. et autres candidats gaullistes d'assurer avec 35,5 % des suffrages exprimés aux élections législatives, une majorité inconditionnelle. L'Assemblée nationale n'est plus qu'une caricature destinée à faire croire aux Français que le régime est encore parlementaire.

Le pouvoir a monopolisé à son profit exclusif les moyens modernes d'information que sont la télévision et la radio. Bien que financée par les contribuables, la R.T.F. est devenue un instrument destiné à émousser le sens civique des citoyens. La faction gaulliste au service des grandes sociétés capitalistes qui rançonnent le pays, investit l'État, place ses hommes aux postes essentiels de commande. L'une des graves menaces actuelles est l'attaque qui se développe contre les libertés et droits des départements et des communes. La réforme administrative tend à placer toute l'administration des départements, y compris l'Éducation nationale, sous l'autorité totale des préfets, agents directs du pouvoir dégagés de tout contrôle populaire.

Les comités d'expansion économique et sociétés d'économie mixte, les districts urbains, la « réorganisation de la région parisienne », le regroupement autoritaire des communes rurales, la modification dans un sens antidémocratique des organismes d'H.L.M., des caisses des écoles, des bureaux d'aide sociale, etc., ont pour but de réduire progressivement

les droits et pouvoirs des assemblées élues, de leur imposer des charges financières incombant à l'État et de favoriser la mainmise des monopoles sur les 20 milliards de francs des budgets communaux (...).

La politique extérieure du général de Gaulle est dangereuse pour la France et pour la paix. C'est une politique impérialiste. Tout en défendant avec âpreté ses intérêts politiques et économiques face à ses rivaux américains, anglais, ouest-allemands et autres, tout en cherchant à jouer un rôle plus important en Europe et dans l'O.T.A.N., le capital monopoliste français favorise les investissements étrangers, notamment américains, fonde sa politique extérieure avant tout sur la coalition agressive de l'O.T.A.N. et sur l'alliance avec les militaristes revanchards de l'Allemagne de Bonn, qu'il encourage dans ses revendications territoriales et dans ses exigences de posséder les armes atomiques.

L'armée américaine possède toujours de nombreuses bases sur le sol de France. Le traité militaire conclu avec l'Allemagne fédérale est une alliance contre la paix, une alliance des monopoles contre les peuples. Il accélère la course aux armements, fait de la France une base stratégique de la Bundeswehr, aggrave la tension en Europe (...). Les Français prennent de plus en plus conscience du danger que constituent la suppression des pouvoirs des institutions représentatives et la limitation systématique des libertés.

Le front commun des républicains et de leurs élus se réalise et se renforce dans le combat contre les projets gouvernementaux visant à réduire les prérogatives des conseils municipaux et généraux, pour la défense et l'élargissement des libertés communales (...). Le changement considérable du rapport des forces dans l'arène internationale en faveur de la paix et du socialisme a contribué à l'essor du mouvement des masses en France.

Ainsi que l'ont souligné les XX^e et XXII^e Congrès du Parti Communiste de l'Union soviétique, nous sommes à l'époque du passage du capitalisme au socialisme à l'échelle mondiale. Les succès remportés par l'Union soviétique comme ceux de toute la communauté des États socialistes exercent une influence décisive sur le cours des affaires mondiales (...). Le Marché commun, avec son orientation réactionnaire et agressive, n'en est pas moins le nœud des rivalités des pays d'Europe occidentale entre eux, avec l'Angleterre et les États-Unis.

Des contradictions apparaissent entre les pays adhérent au Pacte atlantique, concernant la possession des armes atomiques et la direction du bloc militaire agressif. Dans chaque pays capitaliste les groupes les plus réactionnaires du capital monopoliste entrent en opposition avec la majorité de la population (...). Grâce au combat idéologique mené par le mouvement communiste mondial et, d'une façon plus générale, par les partisans de la paix, des centaines de millions d'hommes se rendent compte qu'il n'est pas

d'autre alternative que la coexistence pacifique ou la guerre thermonucléaire.

Les prises de positions positives du VIII^e Congrès de l'Internationale socialiste, comme celle de Jean XXIII dans l'encyclique *Pacem in terris*, sont un reflet de ces changements (...). Pour édifier une véritable démocratie, et pour la garantir contre les forces de réaction et de division, l'expérience montre qu'il faut :

— Débarrasser la France du pouvoir personnel, établir un gouvernement républicain fort et stable, s'appuyant sur le peuple et sur l'entente des partis et organisations démocratiques pour un programme commun ;

— Favoriser la participation active des millions de Françaises et de Français aux affaires publiques en donnant toute leur importance aux assemblées élues et en attribuant aux travailleurs et à leurs organisations un pouvoir de contrôle et de gestion dans le domaine économique et social.

Cela exige une Constitution démocratique et des réformes profondes dans le domaine économique, social et culturel. Le Parti communiste français considère que cette Constitution devrait comporter dans l'ordre politique :

— Une Assemblée nationale élue au suffrage universel ayant pour tâche essentielle de faire les lois et de contrôler le gouvernement ;

— Un gouvernement fort et stable, responsable devant l'Assemblée nationale et dont le rôle est de gouverner en appliquant le programme voulu par la majorité du peuple (...).

Soucieux de mettre un terme à la domination de ces grandes sociétés capitalistes, le Parti communiste français propose un programme de nationalisation, notamment la nationalisation des grandes entreprises de la sidérurgie et mines de fer, de l'industrie atomique, de l'industrie du pétrole et du gaz, de l'industrie chimique, de l'électronique, de la construction aéronautique et du transport aérien, des grandes banques d'affaires, des compagnies d'assurances. Il propose, en même temps, la démocratisation du secteur nationalisé, ce qui suppose la participation des syndicats à la direction de la gestion des grands établissements publics et entreprises nationales. Il réclame l'institution, à tous les échelons de la vie économique, d'un pouvoir de contrôle par les travailleurs, l'extension des attributions des comités d'entreprise, le libre fonctionnement des syndicats à l'intérieur des entreprises (...).

Un mouvement populaire d'une puissance inégalée est nécessaire pour venir à bout du pouvoir personnel et du parti gouvernemental — parti de la banque, des bénéficiaires de la course aux armements atomiques, du militarisme — qui se sont installés au moyen du chantage à la guerre civile et se maintiennent grâce aux lois antidémocratiques, au mensonge élevé à la hauteur d'une institution. Unie, la classe ouvrière peut et doit devenir la force d'attraction de toutes les

couches sociales non-monopolistes intéressées au progrès, à la démocratie, à la paix dans le monde. Il est donc de la plus grande importance que se développe l'unité d'action entre les Partis communiste et socialiste et que cette unité aille au-delà de ce qu'elle fut en 1934 et en 1945 (...). Le nouveau rapport des forces qui s'est établi dans le monde en faveur du socialisme crée des conditions nouvelles pour le passage au socialisme.

Alors qu'il y a cinquante ans, le passage pacifique était considéré par les marxistes comme une éventualité possible mais rare, aujourd'hui, en travaillant au rassemblement des forces ouvrières et démocratiques, dans la lutte pour éliminer le pouvoir personnel et pour des réformes démocratiques toujours plus poussées, on peut accroître considérablement les possibilités de passer au socialisme par la voie pacifique, grâce à la mobilisation des forces capables de faire céder la grande bourgeoisie monopoliste après l'avoir isolée. De plus, l'existence du camp socialiste garantit les peuples en lutte pour le système social de leur choix contre l'intervention étrangère. C'est précisément en vue de contribuer à la marche au socialisme par la voie pacifique que le Parti communiste a proposé et propose l'entente entre Parti communiste et Parti socialiste, non seulement pour aujourd'hui, mais pour demain (...). L'emprise de l'État sur la presse, la radio et la télévision, le renforcement des censures et la concentration dans le cinéma, les systèmes de financement dans le théâtre aliènent de plus en plus la liberté d'expression des créateurs.

Le pouvoir voudrait éliminer tout ce qui peut exalter l'homme, enrichir sa combativité pour un avenir meilleur, tout ce qui reflète la vie réelle de la Nation. Le Parti communiste salue ceux qui dans de telles conditions parviennent à produire des œuvres inspirées d'un humanisme véritable. Il propose aux intellectuels une conception du monde et une méthode de pensée, le marxisme-léninisme, qui enrichit tout l'acquis de millénaires de culture et de civilisation et ouvre la perspective d'un humanisme nouveau. Il les appelle à puiser dans un contact vivifiant avec les masses populaires l'élan et la force qui permettent les œuvres durables. Pour le Parti communiste, les intellectuels communistes et non-communistes ont un rôle irremplaçable de création scientifique et artistique.

Le Parti, tirant les leçons des erreurs passées, et considérant le dogmatisme comme le danger principal à l'heure actuelle, veille et veillera, au cours de discussions et de confrontations avec les intellectuels de toutes disciplines à ne pas laisser transformer en dogme l'instrument de combat politique, de recherche scientifique et de création artistique que constitue le marxisme-léninisme. La lutte contre le dogmatisme ne saurait signifier la recherche du compromis idéologique et la renonciation au combat contre le révisionnisme.

Le Parti communiste appelle les écrivains et les artistes, les hommes de sciences et les universitaires communistes à se battre pour les positions idéologiques et politiques du marxisme-léninisme (...). S'inspirant des thèses politiques de la conférence de 1960 et de sa recommandation de « défendre résolument l'unité du mouvement communiste international sur la base des principes du marxisme-léninisme, de l'internationalisme prolétarien, de n'admettre aucune action susceptible de saper cette unité », le XVII^e Congrès du Parti communiste français affirme sa résolution de poursuivre la lutte sur les deux fronts, contre l'opportunisme et le révisionnisme et contre le dogmatisme et l'étroitesse sectaire devenus le danger principal pour le mouvement ouvrier international. Le XVII^e Congrès considère que la ligne élaborée par les dirigeants du Parti communiste chinois est dangereuse et en opposition à la ligne générale du mouvement communiste international. En remettant en cause la thèse selon laquelle la contradiction fondamentale du monde contemporain est la contradiction entre le socialisme et le capitalisme, les dirigeants chinois cherchent à opposer la cause de la libération nationale à celle de la paix et du socialisme qui sont inséparables. Ils aboutissent à nier la possibilité de conjurer dès à présent la guerre mondiale, d'imposer la coexistence pacifique et le désarmement, d'assurer dans certaines conditions le triomphe de la révolution socialiste par des voies pacifiques, de réaliser le front unique entre socialistes et communistes et l'union de toutes les forces antimonopolistes.

Ils défendent l'idéologie et la pratique du culte de la personnalité qui a fait tant de mal à la cause du socialisme scientifique, au mouvement ouvrier et communiste international. Ils défigurent l'idéal du communisme. Le XVII^e Congrès considère que le triomphe de la cause fondamentale du mouvement communiste mondial — la paix et le socialisme — rend nécessaire la lutte idéologique et politique contre les positions antiléninistes et néo-trotskyistes des dirigeants chinois.

Toute conciliation à l'égard de leur ligne gauchiste, aventuriste et nationaliste serait nuisible au mouvement ouvrier international, au peuple chinois lui-même, à notre Parti, à sa large politique d'union contre le pouvoir personnel. Pour essayer d'imposer leurs conceptions, les dirigeants chinois adoptent des méthodes fractionnelles de lutte contre les partis marxistes-léninistes, accordent un soutien matériel et moral aux groupes désagrégeurs dans différents partis, utilisent des méthodes outrageantes à l'égard des partis frères et de leurs dirigeants. Le XVII^e Congrès condamne l'activité scissionniste des dirigeants chinois qui, en divisant les forces de la paix et du socialisme, causent un grave préjudice au mouvement tout entier et facilitent le jeu de l'impérialisme.

Le XVII^e Congrès estime indispensable de réaffirmer, en tenant compte des changements qui se sont produits dans la dernière période, la ligne générale du mouvement communiste international définie en

1957 et 1960 et de prendre toutes les décisions susceptibles de concourir à la défense de son unité. Il se prononce en conséquence pour la convocation, dans un délai rapproché, d'une conférence de tous les partis communistes et ouvriers du monde. Pour des raisons patriotiques inséparables de l'internationalisme prolétarien, les communistes français lutteront sans relâche pour l'unité du Mouvement communiste mondial, gage de la victoire de la paix, de la démocratie, du socialisme dans le monde entier. Les communistes français sont engagés avec confiance et résolution dans le combat pour en finir avec le pouvoir personnel, établir une démocratie réelle. Leur travail patient et persévérant, leur ténacité ont contribué aux changements intervenus. Ils poursuivront sans relâche leur travail d'union de toutes les forces vives de la nation autour d'un programme de progrès, de démocratie et de paix. »

Louis Althusser et l'UJCM issue de l'UEC

Louis Althusser, agrégé de philosophie, passé par l'École normale supérieure, rassemble en octobre 1965 aux éditions *Maspéro* une compilation d'articles publiés dans *La Pensée* en intitulant l'ouvrage *Pour Marx* ; le succès est très important, avec une vente à hauteur de plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires. Il y aura quinze tirages au total, pour 45 000 exemplaires vendus, mais ce n'est pas tout : quelques semaines après sort un livre collectif, *Lire le Capital*, où Louis Althusser développe la même approche, soutenue par plusieurs autres auteurs qui sont justement ses élèves à l'École normale supérieure : Étienne Balibar, Roger Establet, Pierre Macherey et Jacques Rancière. C'est que Louis Althusser a toute une équipe de jeunes étudiants qui s'aligne sur ses positions et, avec la sortie de ces deux ouvrages, il apparaît qui plus est comme un théoricien majeur du marxisme, avec une aura internationale.

Louis Althusser se fait, en effet, le théoricien de la théorie : il dit qu'il y a une « pratique théorique », qui a la même dignité que la pratique elle-même. Cela flatte résolument les étudiants venus de la bourgeoisie et se revendiquant du marxisme. Pour légitimer d'autant plus cela, il invente une « coupure épistémologique » : il y aurait deux Karl Marx, un jeune et un vieux, qui

n'auraient rien à voir. Le premier serait un humaniste radical, le second un scientifique authentique. Ce qui aboutit à une troisième conséquence : on aurait besoin des philosophes pour philosopher sur la philosophie, du marxisme pour analyser le marxisme. Louis Althusser applique ici les principes du « structuralisme » qui apparaît au même moment ; il y aurait dans le marxisme des « structures » qu'il s'agirait de redécouvrir pour le comprendre.

Le marxisme serait ainsi une science « pure » ; il n'est pas porté par une humanité consciente et active. Il faut donc rejeter à la fois une lecture humaniste du marxisme et une lecture qui serait historiciste, accolée à l'Histoire et à son développement. Dans le contexte où il agit, Louis Althusser se fait donc le héraut des théoriciens qui rejettent l'ouverture voulue par Roger Garaudy, afin de justifier leurs propres positions d'interprètes du marxisme. Mais cet aspect ne touche que le rejet de l'humanisme. Pourquoi rejette-t-il « l'histoire » ? C'est que s'il n'agissait pas ainsi, Louis Althusser aboutirait à la conclusion que ce sont aux théoriciens « purs » de prendre les commandes du Parti Communiste Français. Il abandonne donc l'Histoire, tout comme il abandonne la politique, afin de justifier une activité limitée à une étude théorique de la théorie, qui serait une pratique. C'est la conceptualisation de la nécessité d'une caste intellectuelle bureaucratique. Voici un exemple de ce que formule Louis Althusser :

« Réduire et identifier l'histoire propre de la science à celle de l'idéologie organique et à l'histoire économique-politique, c'est finalement réduire la science à l'histoire comme à son « essence ». La chute de la science dans l'histoire n'est ici que l'indice d'une chute théorique : celle qui précipite la théorie de l'histoire dans l'histoire réelle ; réduit l'objet (théorique) de la science de l'histoire à l'histoire réelle ; confond donc l'objet de connaissance avec l'objet réel. Cette chute n'est rien d'autre que chute dans l'idéologie empiriste, mise en scène sous des rôles ici tenus par la philosophie et l'histoire réelle (...).

C'est l'union de l'humanisme et de l'historicisme qui représente, il faut bien le dire, la plus sérieuse tentation, car elle procure les plus grands avantages théoriques, du moins en apparence. Dans la réduction de

toute connaissance aux rapports sociaux historiques, on peut introduire en sous-main une seconde réduction, qui traite les rapports de production comme de simples rapports humains (...).

On concevra donc [= dans cette lecture erronée que Louis Althusser dénonce] cette nature humaine comme produite par l'histoire, changeante avec elle, l'homme changeant, comme le voulait déjà la Philosophie des Lumières, avec les révolutions de son histoire, et affecté jusqu'en ses facultés les plus intimes (le voir, l'entendre, la mémoire, la raison, etc. Helvétius l'affirmait déjà, Rousseau aussi, contre Diderot; Feuerbach en faisait un grand article de sa philosophie, - et de nos jours une foule d'anthropologues culturalistes s'y exercent) par les produits sociaux de son histoire objective.

L'histoire devient alors transformation d'une nature humaine, qui demeure le vrai sujet de l'histoire qui la transforme. On aura de la sorte introduit l'histoire dans la nature humaine, pour bien rendre les hommes contemporains des effets historiques dont ils sont les sujets, mais - et c'est là que tout se décide - on aura réduit les rapports de production, les rapports sociaux politiques et idéologiques à des « rapports humains » historicisés, c'est-à-dire à des rapports inter-humains, inter subjectifs. Tel est le terrain d'élection d'un humanisme historiciste. »

Louis Althusser sera tout à fait conscient qu'il formule le principe d'une place au soleil automatique pour le « travailleur intellectuel »; il ne quittera jamais le Parti Communiste Français. Ses étudiants vont par contre prendre au pied de la lettre l'appel à une « théorisation » en laboratoire qui ouvre la voie, Robert Linhart en tête. C'est que pour de nombreux étudiants disciples de Louis Althusser, l'exigence de la théorie se confond avec le principe de la confrontation idéologique. Pour cette raison, il y a le choix de se reconnaître dans la dénonciation chinoise du révisionnisme. Cela aboutit à la mise en place d'une opposition clandestine au sein de l'Union des étudiants communistes. Ce n'est pas la seule, toutefois. On a, en effet, les trotskistes du Parti communiste internationaliste qui ont organisé une infiltration.

Pour cette raison, le Parti Communiste Français découvre en 1965 deux contestations au sein de l'UEC, alors qu'il a réussi auparavant à écraser le courant des « Italiens » prônant l'indépendance de l'UEC et une « déstalinisation » générale. On a

l'opposition « pro-chinoise » dont le noyau dur est l'École normale supérieure située rue d'Ulm, avec Robert Linhart comme principale figure et Louis Althusser à l'arrière-plan. On a l'opposition pro-trotskiste du « secteur Lettres », le plus important de l'UEC, avec 400 étudiants.

Cette dernière sentit qu'elle était allée jusqu'au bout d'où elle pouvait aller et lança son offensive en septembre 1965, dénonçant le soutien à François Mitterrand pour l'élection présidentielle. La section Lettres fut par conséquent dissoute en janvier 1966 par l'UEC, mais soutenue par les étudiants de l'École normale supérieure qui considérèrent qu'une telle décision allait trop loin. Eux-mêmes finirent par quitter l'UEC. On a alors d'une part, en avril 1966, la naissance de la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR), très marquée par Ernesto Che Guevara mais qui est en fait un montage réalisé par les trotskistes du Parti communiste internationaliste. Elle est issue du secteur Lettres, de ses alliés dans l'UEC, de certaines Jeunesses communistes, de jeunes du Parti socialiste unifié.

On a d'autre part, en décembre 1966, la mise en place de l'Union des jeunesses communistes marxistes-léninistes (UJCML), « pro-chinoise », avec surtout des étudiants de l'École normale supérieure, mais aussi des étudiants du secteur Droit ainsi qu'une minorité du secteur Lettres (celle en philosophie). Sur le coup, l'UEC fut fortement ébranlée par ces deux vagues de départ et le Parti Communiste Français dut la reconstituer par en haut ; en quelques années, le nombre d'adhérents passa à 3 500, ce qui était honorable par rapport à avant les départs. Cela n'enlevait pas le souci pour le Parti Communiste Français d'avoir désormais deux organisations « gauchistes » en concurrence. Si la JCR se revendiquait d'une tradition différente, l'UJCML s'affirmait comme anti-révisionniste et porteuse de la véritable essence historique révolutionnaire du Parti Communiste Français. Cette mise en situation politique précipita la rupture avec

l'approche de Louis Althusser, dans la mesure où les « Cahiers marxistes-léninistes » devinrent l'organe théorique et politique de l'UJCML. Ces *Cahiers* existaient au préalable, depuis la fin de 1964 ; l'UJCML les a conservés à côté d'une nouvelle revue mensuelle, *Garde Rouge*, qui tire à 5 000 exemplaires et prend ensuite le nom de *Servir le peuple*. Ils sont, en effet, prestigieux ; malgré leur dimension assez rustique – ils étaient ronéotés à l'École normale supérieure – ils profitaient de l'aura de Louis Althusser, qui par ailleurs y publia un article.

Les autres auteurs étaient d'ailleurs quasiment uniquement de jeunes « normaliens », à l'instar de Robert Linhart, Alain Badiou, Jacques Rancière, Jacques-Alain Miller, Jacques Broyelle, Etienne Balibar, Pierre Macherey, Georges Rougemont, Christian Riss, Alain Grosrichard, Roger Establet, Dominique Lecourt, etc. L'approche était assez ouverte, néanmoins le numéro 8, consacré aux « Pouvoirs de la littérature », fut détruit à sa sortie en raison de son contenu directement bourgeois et sans aucune base idéologique. La volonté était d'aller de l'avant, coûte que coûte, et comme Louis Althusser fit le choix de ne pas s'aligner sur l'UJCML et de rester au Parti Communiste Français, la rupture fut d'autant plus nette. Les « Cahiers marxistes-léninistes » se tournèrent alors entièrement vers le marxisme-léninisme préservé par les communistes chinois, avec un soutien accentué sur la Grande Révolution Culturelle Prolétarienne. Les articles perdent alors également leurs signatures, même si en fait auparavant la liste des contributeurs était indiquée, mais sans attribution relative aux articles.

La session du Comité Central d'Argenteuil de mars 1966

Ce qui a enclenché réellement la sortie inévitable des étudiants « pro-chinois » de l'UEC – au grand dam de Louis Althusser, fut la publication par le Cercle d'Ulm du document « Faut-il réviser la

théorie marxiste-léniniste ? ». C'était une attaque contre la résolution intitulée « Sur les problèmes idéologiques et culturels » prise par le Comité Central du Parti Communiste Français lors d'une session à Argenteuil, les 11-13 mars 1966. Les acteurs de ce « drame » historique du Parti Communiste Français furent Waldeck Rochet, Roger Garaudy, Lucien Sève, Louis Aragon, André Stil, Henri Jourdain, Victor Joannès, Michel Simon, Pierre Juquin, Henri Krasucki, Guy Besse, Jean Kanapa, Jacques Duclos, Jean Burles, Jacques Chambaz, Gérard Bordu, Jacques Roux et Jean Suret-Canale.

Leurs interventions furent publiées, ce qui n'est normalement jamais le cas ; c'est également Roger Garaudy qui commença, afin que les autres positions se placent par rapport à lui et non par rapport à la direction. Qui plus est, contrairement à la règle, il n'y a pas eu de rapport introductif du Bureau politique. Il s'agissait de délimiter une bonne fois pour toutes le droit d'intervention ou non du Parti Communiste Français sur le plan intellectuel et dans le domaine des arts et des lettres, en prenant en compte la situation générale et en prenant une décision définitive. C'est qu'il avait été constaté, lors des discussions à Choisy-le-Roi en janvier 1966, dans le but d'« étudier, par des échanges de perspectives, les questions théoriques actuellement débattues par les philosophes communistes et d'établir les conditions d'un travail collectif où chaque camarade pourrait apporter sa contribution propre », que l'affrontement entre la position de Louis Althusser et celle de Roger Garaudy allait trop loin.

La résolution fit le choix suivant : dans les arts, c'est la liberté totale, avec désormais une ouverture à l'art contemporain. Dans les sciences, on regarde de très loin, du moment que cela ne gêne pas. Sur le plan de la théorie, il fut choisi une ligne de surveillance bienveillante mais serrée, le dernier mot revenant toujours au Parti Communiste Français. C'était là, au-delà de la question de Louis Althusser et de Roger Garaudy, un

recul de l'esprit « interventionniste » et ce qui provoqua la réaction du Cercle d'Ulm. Celui-ci, dans son document, après avoir exposé et présenté ses griefs contre la résolution, attaquait ouvertement la direction du Parti Communiste Français pour avoir abandonné les principes essentiels du communisme.

« Nous avons déjà connu des liquidateurs d'avant-garde : la clique dirigeante de l'U.E.C. Ces dirigeants de l'école étudiante du communisme avaient enseigné à de jeunes militants toutes les leçons du social-démocratisme exécré : la dissolution d'organismes réguliers, l'absence de discipline de pensée et d'organisation. Et les leçons les plus perfides : celles de l'idéologie dominante. Ils ânonnaient, ils ânonnent encore la démocratie.

Oubliant l'alphabet : il y a démocratie et démocratie, démocratie bourgeoise et démocratie prolétarienne. Ces révisionnistes au petit pied veulent nous apprendre une chose « nouvelle » : par-delà les luttes de classes, il y a une unité de la jeunesse. Au mépris de l'héroïque lutte du peuple vietnamien, ils déclarent que la négociation est la seule forme de solution des conflits. Et nous en passons, pour ne pas rebuter le lecteur.

Nous avons déjà connu les liquidateurs du programme : sous prétexte de soutenir un candidat bourgeois, ce qui est parfaitement légitime, nos modernes révisionnistes balançaient les thèses du parti. N'a-t-on pas vu des dirigeants du parti et des plus éminents, reprendre à leur compte la thèse de la plus juste répartition des fruits du travail. Thèse réduite en poussière par Marx dans la « Critique du Programme de Gotha ». Nous avons vu se généraliser l'opportunisme de droite dans l'application des thèses du XVII^e Congrès de notre parti. Et nous en passons pour ne pas rebuter le lecteur.

De sacrifices politiques en sacrifices idéologiques, de sacrifices idéologiques en sacrifices d'organisation nous voilà arrivés au terme : le sacrifice de la théorie. Nous sommes remontés à la source. Le cercle du révisionnisme est bouclé. Comme le disait Lénine, le vin est tiré. »

L'UJCML a ici le noyau de sa rupture ; après mai 1968, elle donnera naissance à la *Gauche Prolétarienne*. Mais que dit concrètement la résolution du Parti Communiste Français intitulée « Sur les problèmes idéologiques et culturels » ? Il y a déjà, et c'est en fait le plus important, une reconnaissance que les sociétés se sont développées, et avec elles le degré de culture et de connaissances scientifiques.

« Les intellectuels, en raison même du développement accéléré des connaissances humaines, de l'extension des besoins et des moyens de culture, prennent une part croissante aux transformations du monde moderne. »

Il faudrait soit se mettre au niveau idéologique pour être capable de proposer une vision du monde matérialiste dialectique, ou laisser faire. Le Parti Communiste choisit de laisser faire.

« Tout invite les intellectuels communistes à aborder avec audace et indépendance de jugement les problèmes ouverts dans le domaine de la science, de la philosophie et de l'art. »

En ce qui concerne l'art plus spécifiquement, l'idée d'être en mesure d'aborder la question est abandonnée.

« Engels, non seulement nous met en garde contre la prétention de régenter dans le domaine de la culture, mais aussi contre toute conception dogmatique de la culture et de l'enseignement, dans un monde qui ne saurait être achevé. »

Pour cette raison, dans les arts, la « liberté » est complète.

« La création artistique ne se conçoit pas non plus sans recherches, sans courants, sans écoles diverses et sans confrontation entre elles. Le parti apprécie et soutient les diverses formes de contribution des créateurs aux progrès humains dans le libre déploiement de leur imagination, leur goût et leur originalité. Il souhaite qu'ils comprennent et appuient les positions idéologiques et politiques de la classe ouvrière. »

Dans les sciences, c'est pareil : tout est trop compliqué, il n'y aura aucune participation du Parti Communiste Français, tant que cela n'empiète pas sur lui.

« Le développement de la science nécessite les débats et les recherches. Le parti communiste ne saurait contrarier ces débats ni apporter une vérité a priori, encore moins trancher de façon autoritaire des discussions non achevées entre spécialistes. »

En ce qui concerne la théorie, c'est-à-dire pour faire simple l'idéologie et la politique, le Parti Communiste Français garde la main. C'est une réfutation de la position de Louis Althusser et de la tentative de former une élite intellectuelo-philosophique qui aurait le dessus. Son travail est considéré toutefois comme utile, même si exprimé de manière trop hermétique.

« La responsabilité de la théorie incombe aux partis marxistes-léninistes, qui représentent la classe ouvrière, dirigent ses luttes et incarnent son expérience. C'est par l'effort collectif de l'ensemble des communistes, des intellectuels, comme des ouvriers et paysans instruits dans ses rangs, que le parti communiste s'acquitte de ce devoir. Cette œuvre théorique indispensable et sans cesse poursuivie, les communistes ne perdent jamais de vue qu'elle ne saurait être féconde sans être indissolublement liée à la pratique. Il n'y a, dans aucun domaine, de théorie isolée. En politique, en sciences, en art et dans toute la vie sociale, la théorie marxiste s'enrichit de l'expérience historique et de l'apport de tous les spécialistes qui font progresser la connaissance, communistes et non communistes. »

Néanmoins, la résolution met de côté également la position de Roger Garaudy, considérée comme trop ouverte. Elle affirme qu'il faut profiter de tous les apports, de partout, mais en dernier ressort il y a bien un marxisme indépendant, porté par le Parti Communiste Français. La position de Roger Garaudy concernant l'ouverture aux chrétiens est donc remise en cause, car considérée comme allant trop loin dans la logique de la convergence. Un effort significatif doit être fait vers les chrétiens, mais il y a une ligne de fond qui ne doit pas s'effacer.

« Les prises de positions nouvelles de l'Église en faveur de la coexistence pacifique et à propos des rapports entre croyants et non-croyants représentent un progrès encourageant (...). En tendant la main aux chrétiens, le parti communiste n'a jamais masqué l'opposition qui existe entre la philosophie matérialiste et le principe de toute religion. Les efforts communs pour une vie meilleure n'impliquent pas de convergence philosophique, mais le respect des convictions de chacun. »

La rébellion de Roger Garaudy contre la résolution d'Argenteuil

Le résultat de la session du Comité Central d'Argenteuil de mars 1966 ne fut pas accepté par Roger Garaudy, du moins s'était-il considéré initialement comme en étant le vainqueur, pour vite déchanter. C'est qu'il avait publié un ouvrage qui allait bien trop loin : *De l'anathème au dialogue : un marxiste s'adresse au Concile*, publié en 1965.

Georges Cogniot avait alors prévenu Waldeck Rochet au sujet de ce qu'on y lisait :

« Je lis que le marxisme nous met en garde contre toute théorie prétendant être exclusive... Je me demande si la notion que le marxisme est la méthode scientifique générale ne se trouve pas effacée. P.17 je lis que notre marxisme s'appauvrirait si nous pensions comme si Husserl, Heidegger, Freud, etc. n'avaient pas existé. Je demande si nous enseignons le marxisme à l'école de Choisy en tenant compte de ces messieurs. Il me semble que non, mais alors, est-ce un marxisme appauvri ? Le Bureau politique serait bien coupable. »

Roger Garaudy s'était précipité dans une brèche ouverte en apparence par le Vatican. Le pape Jean XXIII avait, en effet, expliqué dans l'encyclique *Pacem in terris* d'avril 1963 qu'il faut distinguer entre le communisme et les communistes, et qu'il est possible de dialoguer avec ces derniers. Cela est renforcé par l'encyclique *Ecclesiam suam* d'août 1964 où il est appelé à « être dans le monde mais pas du monde », puisque « missionnaire, l'Église doit entrer en dialogue avec le monde » ; ainsi : « pour elle, personne n'est un ennemi, à moins de vouloir l'être de son côté ». Roger Garaudy y voit la possibilité d'une convergence encore plus poussée, ce qu'il appelait de ses vœux et qui était, par ailleurs, cohérent avec la position de Maurice Thorez depuis les années 1930.

Sauf que le but était d'amener les chrétiens, de manière pragmatique et machiavélique, dans un bloc où le Parti Communiste Français aurait l'hégémonie, et non pas de se précipiter dans un débat unitaire sans fin avec des discours intellectuels humanistes. Autrement dit, du point de vue du Parti Communiste Français, Roger Garaudy commence à basculer de l'autre côté de la ligne de front idéologique dans un dialogue où l'inverse était censé se produire. C'est l'esprit du texte de Michel Simon dans l'Humanité en mai 1965, qui parle de *De l'anathème au dialogue : un marxiste s'adresse au Concile*, en saluant les efforts de dialogue, mais qui souligne :

« À rechercher d'impossibles convergences, on finirait par mettre en cause le matérialisme marxiste lui-même. »

Roger Garaudy répondit ensuite dans un article de *l'Humanité* en juin 1965, pour se voir de nouveau attaqué, cette fois par France Nouvelle, en raison d'une « libre opinion » qu'il avait publiée dans *Le Monde*, et avertissant de la menace que le Parti Communiste Français « se transforme en un chœur symphonique de positions divergentes et cristallisées ». Il était demandé Roger Garaudy de ne plus prendre de libertés d'interprétation par rapport à ce qui avait été décidé à Argenteuil et cette accusation fut reprise lors d'une réunion du Bureau Politique du 31 mai 1966, qui aboutit à un véritable blâme à l'encontre de Roger Garaudy.

« 1/— Considérer que la dernière session du Comité Central sur les problèmes idéologiques a défini une ligne juste à partir des travaux et décisions du XVIIème Congrès du Parti.

2/— Constater que Roger GARAUDY interprète cette ligne de façon unilatérale; il ne dénonce que le sectarisme, ce qui crée la confusion et donne prise aux positions dogmatiques, alors qu'il importe de mener la lutte sur les deux fronts pour une juste application des travaux du Comité Central.

— La façon dont Roger GARAUDY mène le dialogue avec les chrétiens laisse croire à la possibilité d'une coexistence avec l'idéologie de l'Église. Dans l'activité du Parti pour le front unique, il importe de rechercher toutes les possibilités de développement de la lutte commune pour le progrès social, la démocratie et la paix.

Tout en poursuivant le dialogue avec les chrétiens, il convient de montrer qu'il ne peut y avoir de concordance avec l'idéologie religieuse que nous devons combattre. En même temps, rechercher toutes les possibilités de l'action commune avec les travailleurs chrétiens à partir des notions de classe. Dans cette activité en direction des travailleurs chrétiens, ne pas perdre de vue que l'effort essentiel pour le front unique doit être en direction des masses socialistes.

— Roger GARAUDY veut étendre la thèse sur la pluralité des partis au pluralisme dans tous les domaines (philosophiques, politiques), y compris même à une diversité d'orientation dans le Parti lui-même.

Rappeler qu'en philosophie, pour les communistes la vérité est celle du marxisme et que l'unité du Parti doit se manifester fermement dans tous les domaines de son activité.

— Dans ces conditions, demander à Roger GARAUDY de ne plus interpréter comme il le fait les décisions du Comité Central ; qu'il fasse effort pour assimiler ces décisions, qu'il participe activement à leur application et respecte les principes d'organisation du Parti. »

Roger Garaudy publia quelques mois après *Marxisme du XX^e siècle* ; il y défend ses positions, souligne qu'il est dans la continuité de Maurice Thorez et explique qu'il y a tellement de changements dans le monde qu'il faut bien se mettre à la page. Posant des enjeux effectivement très importants, Roger Garaudy pose cependant l'hypothèse d'une convergence générale dans un humanisme libérateur, dont les communistes seraient la pointe.

« À toutes les interprétations du marxisme qui, sous prétexte d'objectivité, confondent l'histoire « scientifique » avec une histoire où l'avenir est déjà écrit et dont l'homme est absent, Lénine oppose la conception authentiquement marxiste de l'initiative historique (...). L'inquisition est fille du dogmatisme. Dès que l'on abandonne l'attitude indivisiblement scientifique et humaniste pour s'installer dans le mythe d'une vérité absolue, transcendante aux hommes qui la vivent et qui la créent dans le quotidien de leur histoire, les méthodes autoritaires et meurtrières naissent inéluctablement de la nécessité d'imposer d'en haut cette vérité. Les violations de la démocratie dans le Parti et dans l'État découlent nécessairement de cette conception théologique du monde, du développement historique et de la pensée des hommes (...). Le XX^e Congrès du Parti Communiste de l'U.R.S.S. a marqué le début d'une prise de conscience tragique mais vivifiante. En faisant un bilan de ce qui a été acquis et conquis, et des perspectives ouvertes, mais aussi en révélant dans quelles conditions cela avait été réalisé, il a rendu possible un nouveau départ.

Quelles que soient les fautes commises ensuite par N. S. Khrouchtchev et même sa tendance à retourner à des erreurs dont il avait pourtant révélé la source et les conséquences meurtrières, c'est un mérite sans précédent d'avoir un jour, aux yeux du monde entier, remis en cause fondamentalement une conception et des méthodes qui ont conduit un régime socialiste à se priver de la richesse unique que constituait l'initiative historique personnelle de millions de citoyens et de militants, à répandre leur sang en violation des règles de la démocratie dans le Parti et dans l'État, et à se servir même de la théorie dogmatisée comme idéologie de justification de ce crime contre le socialisme (...). Les pouvoirs de l'homme sur la nature ont plus augmenté en vingt ans qu'ils ne l'avaient fait depuis vingt siècles (...).

Une science nouvelle, née de la synthèse de l'étude des phénomènes d'autorégulation et du calcul des probabilités, est née aux environs de 1949, avec le livre de Norbert Wiener sur la cybernétique. Elle a connu des applications massives depuis dix ans à peine. Il ne s'agit pas d'un simple changement quantitatif, d'une simple étape nouvelle du machinisme. Jusqu'ici, depuis les découvertes du feu et de la pierre taillée jusqu'à celles de la vapeur, du moteur à explosion, de l'électricité, l'outil, puis les machines si perfectionnées soient-elles, avaient pour objet de multiplier la force physique de l'homme, de remplacer le travail manuel, d'accélérer ce travail et de le rendre plus efficace. Le changement est désormais qualitatif : il s'agit de remplacer certaines formes de travail intellectuel de l'homme. Par exemple, pour diriger la course d'un satellite, il faut calculer en chaque moment sa trajectoire. Ces opérations exigeraient des dizaines de mathématiciens hautement qualifiés et travaillant pendant des mois. Quand ils auraient terminé, le satellite serait loin et leur travail inutile. Les calculatrices électroniques peuvent faire, sans erreur, des millions d'opérations complexes à la seconde, et l'unité de temps est devenue la « nano-seconde » (le milliardième de seconde) (...). Pour souligner seulement l'ampleur des questions posées, rappelons trois faits :

— Il y a actuellement dans le monde autant de savants créateurs vivants qu'il n'en a existé au total depuis les débuts de l'humanité. (Rapport Auger à la section de Recherche scientifique de l'UNESCO).

— La quantité de connaissances des hommes a doublé depuis huit ans (volume des publications scientifiques, ouvrages de recherche et revues savantes, réduction faite des ouvrages de vulgarisation).

— Le temps qui s'écoule entre une découverte fondamentale et ses applications pratiques dans les masses se raccourcit prodigieusement : il a fallu 112 ans pour la photographie, 56 ans pour le téléphone, 5 ans pour les transistors. Ces faits montrent l'ampleur des problèmes (...).

En d'autres termes c'est par une assimilation illégitime que l'on passe de l'affirmation matérialiste de la priorité de la nature, à l'affirmation dogmatique de la préexistence dans la nature, sous la forme où elles sont dans notre esprit, des lois ou des catégories, des concepts ou des structures qui sont, dans notre pensée, le fruit d'une construction, d'une longue élaboration historique, et d'une fréquente remise en cause.

Malheureusement l'interprétation de la Dialectique de la nature d'Engels a été, pendant un quart de siècle, viciée par cette conception prémarxiste : au lieu de voir dans ce riche recueil de notes, une réflexion de Engels sur la science de son temps, et tendant à dégager l'image d'en-semble de la nature qui semblait découler de l'étude des lois les plus générales de la nature, de la société et de la pensée, telles qu'elles apparaissaient dans la science de cette époque, l'on a prétendu, notamment dans le

bréviaire regrettablement célèbre de Staline, Matérialisme dialectique et matérialisme historique, en tirer un catalogue exhaustif de « lois » ou de « traits » d'une dialectique universellement et absolument valables (...). Le communisme n'est pas la fin de l'histoire mais la fin de la préhistoire bestiale de l'homme et le commencement d'une histoire proprement humaine, faite de toutes les initiatives de chaque personne humaine devenue centre de création dans tous les domaines, depuis l'économie jusqu'à la culture. »

On a là le cœur de la thèse de Roger Garaudy, qui est de fait celle du Parti Communiste Français, mais que lui pousse jusqu'au bout : le communisme est un « super » humanisme. La différence avec le Parti Communiste Français est que Roger Garaudy considère qu'il faut s'ouvrir partout afin d'intégrer le plus de paramètres possibles ; il souligne ainsi qu'avec la naissance de nouveaux pays suite à la décolonisation, il faudra intégrer leur patrimoine dans la matrice de l'humanisme. Ce faisant, Roger Garaudy prive toutefois le marxisme-léninisme d'une autonomie idéologique, même s'il en maintient des positions générales (dans une interprétation évidemment révisionniste), voire d'une autonomie politique, bien qu'ici Roger Garaudy souligne encore le rôle du Parti Communiste et de la classe ouvrière.

C'est pourquoi la fin de l'ouvrage consiste en une attaque ouverte et violente contre Louis Althusser et sa position d'une « pratique théorique » concentrée purement et simplement sur le marxisme-léninisme, même si cela se déroule avec des emprunts extérieurs (Louis Althusser se revendiquant de Sigmund Freud, Jacques Lacan, Gaston Bachelard, Georges Canguilhem, etc.). Roger Garaudy fait, concrètement, une véritable déclaration de guerre idéologique.

« La résurgence du rationalisme dogmatique dans l'école d'Althusser est d'autant plus dangereuse qu'elle est développée avec un talent spéculatif incontestable et qu'elle réveille aisément tous les démons du dogmatisme un instant contraint au recul après le XX^e Congrès du Parti communiste de l'U.R.S.S., toutes les nostalgies d'une conception stalinienne présentée sous une forme moins fruste, parée des prestiges universitaires d'acquis réels de la pensée contemporaine, tels que la linguistique structurale ou la psychanalyse, et qu'elle donne un vêtement philosophique décent à d'impatientes velléités

chinois. C'est un symptôme extrêmement grave d'anémie théorique qu'une telle doctrine ait pu rencontrer, jusque dans des revues se réclamant du marxisme militant, un accueil allant de l'éclectisme courtois à l'enthousiasme fanatique, et même être présentée comme une contribution éminente à l'approfondissement du marxisme. [Allusion à la Nouvelle Critique, dont le sous-titre est « revue du marxisme militant ».] Symptôme grave car cette perversion théorique du marxisme conduit à une pratique mortelle : tout comme le dogmatisme stalinien aboutissait à un volontarisme politique aveugle afin de faire coïncider à tout prix la réalité avec des schémas abstraits et figés devenus étrangers à la réalité, le néo-dogmatisme constitue le fondement « théorique » de l'aventurisme politique. Cette conséquence apparaît avec clarté dans les démarches politiques des disciples d'Althusser, les uns légiférant pour toute l'Amérique latine au nom d'une conception typiquement dogmatique de la stratégie révolutionnaire, les autres, en France même, excommuniant dans un pamphlet, au nom de « l'antihumanisme théorique », la résolution du Comité Central d'Argenteuil dans laquelle le Parti communiste français recherchait l'harmonie entre ses principes théoriques et sa pratique politique. »

On reconnaît à la fin l'allusion à l'UJCM : Louis Althusser est accusé d'avoir convergé avec les « pro-chinois ». Cependant, le Parti Communiste Français sait que Louis Althusser est un cadre soumis, qu'il n'a pas suivi l'UJCM, qu'il fournit du prestige chez les intellectuels. Il ne pose donc pas un problème réel, alors que Roger Garaudy apparaît comme un électron libre, et ce avec un certain succès. *De l'anathème au dialogue : un marxiste s'adresse au Concile* a été traduit en quinze langues et *Marxisme du XX^e siècle* s'est alors vendu à 50 000 exemplaires. Roger Garaudy, qui plus est, ne publie plus que quasi exclusivement dans des maisons d'édition non liées au Parti Communiste Français ; il dispose d'une réelle autonomie.

La conférence internationale sur le capitalisme monopoliste d'État en 1966

Le Parti Communiste Français prit une initiative majeure avec la conférence internationale sur le capitalisme monopoliste d'État de Choisy-le-Roi, du 26 au 29 mai 1966. L'ambition était énorme, puisqu'il s'agissait ni plus ni moins que de mettre

en place une nouvelle doctrine économique au sujet du capitalisme. Le discours d'ouverture est tenu par Georges Frischmann, membre du Bureau Politique depuis 1954 et figure de la CGT ; c'est bien sûr le secrétaire général Waldeck Rochet qui prononce celui de clôture. Et tout cela se déroule en présence de Georges Marchais, Jacques Duclos, Étienne Fajon, Raymond Guyot, René Piquet et Gaston Plissonnier. Aucun ne participe au sens strict à la conférence ; c'est la revue *Économie et politique*, avec à sa tête Henri Jourdain, dirigeant syndical métallurgiste qui avait proposé la mise en place d'une telle conférence, qui gère le tout.

Et comme véritable théoricien, on a l'économiste Paul Boccara (1932-2017). Celui-ci avait tenu, en janvier 1966, deux conférences dans le cadre de « l'Université nouvelle », au sujet du Capital de Karl Marx. Il y exposait le fait que Karl Marx n'aurait pas analysé le capitalisme jusqu'au bout, qu'il fallait forcément approfondir la critique, la développer. C'est une application dans l'économie de la conception révisionniste sur le plan idéologique. Paul Boccara explique ainsi pas moins qu'il va prolonger Karl Marx !

« Songez que longtemps, sous l'influence du dogmatisme [c'est-à-dire le marxisme-léninisme défini par Staline], on a tendu à croire que « Le Capital » contenait toute la théorie du capitalisme, au moins pour l'époque de Marx.

Alors qu'au contraire Marx, en décidant d'écrire « Le Capital », veut élaborer une œuvre volontairement relative et à dépasser. Cependant n'exagérons pas, ce « Capital en général », qui contient déjà la quintessence de la théorie du capitalisme, va voir son contenu enrichi avant de devenir l'ouvrage que nous connaissons avec des emprunts importants faits aux autres parties sans doute et notamment aux livres 2 et 3 de la « Contribution » prévus sur la propriété foncière et sur le travail salarié (...).

Le « Capital » est doublement daté et limité, en tant qu'ouvrage d'une époque historique bornée par la vie de Marx, daté et limité en tant que moment d'une recherche interrompue par la mort de Marx. Certes, toute œuvre est datée et relative. Mais le caractère profondément scientifique du « Capital » résulte du fait qu'il se sait et se veut daté, limité, relatif (...). Il faut souligner ce caractère antidogmatique du « Capital » qui se veut un moment de la recherche et non

une somme définitive, comme on l'a cru parfois.
Loin de barrer la route à la recherche ultérieure, il appelle explicitement à le dépasser. »

En fait, Paul Boccara a tenu ce discours dès le départ, dès 1959. Sa logique clairement révisionniste lui ouvre la voie de la reconnaissance et, finalement, il va devenir le véritable théoricien en chef du Parti Communiste Français. C'est que Paul Boccara propose un concept clé en main qui correspond parfaitement aux besoins du Parti Communiste Français : celui de « capitalisme monopoliste d'État ». Au sens strict, le premier théoricien de ce concept est le soviétique Eugen Varga, qui l'avait développé dans les dernières années de l'URSS de Staline et fut pour cette raison mis de côté. Paul Boccara l'a repris cependant dans un sens beaucoup plus profond et il n'aura de cesse, pendant plusieurs décennies, d'approfondir cette thèse, qui soutient l'existence même du Parti Communiste Français. Si auparavant il y avait le thorézisme, à partir de 1966 et en remplacement, c'est le « boccarisme » qui décide de tout. Mais pourquoi cela ? C'est qu'il justifie toutes les positions du Parti Communiste Français dans la configuration d'après 1958, non seulement en général, mais également en particulier.

Pourquoi en général ? Parce que la thèse de Paul Boccara est la suivante : après 1945 et en raison des destructions, l'État a pris un statut nouveau dans les sociétés, il joue un grand rôle dans l'économie. Il faudrait même dire, selon lui, que sans l'intervention de l'État, les monopoles ne pourraient pas assurer leurs profits. C'est, pour faire simple, la théorie du « privatiser les profits, nationaliser les pertes ». Ce n'est pas tout : selon Paul Boccara, l'État est devenu un outil ; en gagnant en importance, il est devenu un terrain neutre purement fonctionnel. Il y aurait donc la possibilité de s'emparer de cet État et de le faire utiliser ses moyens non plus au service des monopoles, mais des larges masses. Voilà justifiée la participation aux institutions, à tous les niveaux.

Pourquoi en particulier ? Parce qu'en France, le régime instauré par de Gaulle en 1958 est très largement centralisé. La V^e République a une dimension plébiscitaire et une prétention « nationale » très forte. La thèse du capitalisme monopoliste d'État est donc très utile, car elle permet d'accuser de Gaulle de représenter un tel capitalisme monopoliste d'État, en proposant inversement la démocratie, concept qui sera nommé ensuite la « démocratie avancée ». En pratique, il s'agit bien sûr d'un tour de magie, afin de continuer à ne pas affronter la bourgeoisie. Le thorézisme dénonçait « l'oligarchie » et voulait l'unité des Français de bonne volonté ; le « boccarisme » appelle à l'union la plus large de toutes les couches sociales non monopolistes.

Le thorézisme visait la « République », le boccarisme l'appareil d'État ; c'est une modification-adaptation et ainsi le concept de « Capitalisme Monopoliste d'État » est le vrai produit de la séquence qui va de la mise de côté d'Auguste Lecœur à la mort de Maurice Thorez. C'est l'idéologie de remplacement et tout le débat sur la nature de l'idéologie n'aura été qu'une parenthèse, un débat au niveau de la superstructure d'un appareil dont la vraie base est d'être une fin en soi, comme expression « politique » de la CGT et de l'intégration de la classe ouvrière dans le dispositif capitaliste moderne.

